

CHAPITRE 3

LE TRIBUNISME HOLLANDAIS PENDANT LA GUERRE MONDIALE (1914 -1918)

Bien que les Pays-Bas aient préservé pendant la Première Guerre mondiale leur neutralité et se soient épargné les destructions matérielles et les terribles saignées en hommes, la guerre a été une hantise constante de la population. L'invasion de la Belgique par l'armée allemande portait les combats aux frontières mêmes de la Hollande. La prolongation du conflit mondial semblait rendre inévitable l'engagement de la bourgeoisie hollandaise dans le camp de l'Allemagne ou celui de l'Entente. Le mouvement socialiste devait donc se déterminer clairement pour ou contre la guerre, pour le soutien ou pour la lutte contre son propre gouvernement.

Les “ pays neutres ” en réalité avaient une “ neutralité ” de façade. La Suisse, le Danemark, la Suède, la Norvège et les Pays-Bas étaient discrètement pro-Allemands. Mais cette orientation était d'autant plus discrète qu'ils en tiraient de substantiels avantages commerciaux dans les deux camps. Pour la bourgeoisie néerlandaise la guerre fut une occasion inespérée de s'enrichir rapidement et de développer son appareil industriel. Selon Henriëtte Roland Holst, les Pays-Bas, de tous les Etats européens neutres, ont fait les profits de guerre les plus élevés en tant que puissance industrielle et coloniale (1). Ils devenaient une plaque tournante pour le commerce de matières premières, de produits alimentaires et de matériel de guerre. Le capital étranger, principalement allemand, s'investit massivement dans l'industrie néerlandaise. Les établissements bancaires à vocation internationale se développèrent très rapidement. Nulle part dans l'Europe en guerre, le capital bancaire ne se développa à une telle vitesse et aussi puissamment en si peu de temps. De même, l'industrie - traditionnellement en retard - se développa considérablement : la production de la houille du Limbourg doubla; le secteur des machines-outils et les chantiers navals connurent un essor considérable. Un efficace capitalisme d'Etat s'édifia en contrôlant importations et exportations, sous l'égide du N.O.T. (*Nederlandsche Overzeetrust Maatschappij*). Le résultat fut un recul des petites entreprises et une croissance des grandes entreprises, du fait de la concentration industrielle. Le nombre d'ouvriers d'industrie s'accrut, créant des conditions plus favorables pour la propagande tribuniste, puis communiste. Enfin la guerre fut l'occasion d'une exploitation accrue des colonies hollandaises, particulièrement en Indonésie: les productions de pétrole, caoutchouc, thé, sucre et tabac connurent un essor rapide, avec comme conséquence un appauvrissement du paysan indonésien. La question coloniale se trouva ainsi reposée dans toute son acuité au sein du mouvement tribuniste et communiste.

Outre les substantiels profits de guerre, la bourgeoisie néerlandaise avait une autre raison de préserver sa “ neutralité ”. Elle se trouvait profondément divisée en deux fractions, de poids presque égal : l'une pro-Entente, l'autre pro-allemande (puissances centrales, moins l'Italie qui abandonna en

1915 la Triple pour l'Entente).

Malgré cela, et en prévision d'une extension du conflit mondial, la bourgeoisie néerlandaise décréta très tôt la mobilisation militaire. Le 30 juillet 1914, le gouvernement décrétait une mobilisation partielle, le jour suivant une mobilisation générale. C'était la première en Europe, après la Serbie et l'Autriche-Hongrie. La population céda à la panique; les banques furent prises d'assaut, tout comme les magasins d'alimentation. Pour la bourgeoisie, cette mobilisation fut surtout un moyen de tester l'adhésion réelle des ouvriers à une guerre éventuelle et de mesurer le degré d'intégration de la social-démocratie officielle à l'Etat bourgeois national.

La social-démocratie officielle, comme celle de la plupart des pays belligérants, adhéra rapidement au nationalisme. Le SDAP franchissait le Rubicon en reniant l'internationalisme encore affiché dans son programme, ce qui entraîna une crise dans le parti qui culmina en 1915.

Dès le début de la guerre, Troelstra s'affirma " principalement du côté du gouvernement ". Le 3 août 1914, avant même la social-démocratie allemande, le SDAP votait les crédits de guerre. Il soulignait sans ambiguïté possible sa volonté d'Union sacrée (*Godsvrede*) avec la bourgeoisie hollandaise " L'idée nationale prédomine sur les différends au sein de la nation " (2), déclarait solennellement Troelstra à la II^e Chambre (Parlement).

Cependant, tout en s'engageant au côté du gouvernement dans l'Union sacrée, le SDAP mena officiellement, tout au long de la guerre, une politique internationale qui le fit apparaître comme un partisan du neutralisme. En fait, la majorité du SDAP était pro-allemande dès le départ. En octobre 1914, Troelstra lui-même eut un entretien avec le remplaçant du ministre allemand des Affaires étrangères, Zimmermann, à Berlin, sur l'union économique plus étroite entre les Pays-Bas et l'Allemagne qui suivrait la victoire des puissances centrales. Plus tard, Troelstra fut consulté en avril

1918 par le Gouvernement allemand, en tant que "homme de confiance" (3).

Cependant, une minorité significative était ouvertement favorable à la victoire de l'Entente; c'était le cas du réformiste Vliegen et du "marxiste" Van der Goes. (4) Seule une toute petite poignée de marxistes internationalistes, tel A.B. Soep (5), un vieil ami de Gorter, défendit des positions résolument internationalistes, contre tout impérialisme.

Le SDAP profita de sa "neutralité." officielle pour tenter de maintenir en vie une II^e Internationale moribonde, une Internationale qui s'était volatilisée le 4 août 1914, lors du vote des crédits de guerre par ses principaux partis adhérents. Troelstra fit en sorte que le Bureau socialiste international, auquel refusaient d'adhérer les socialistes français, fût transporté à La Haye, pour passer sous le contrôle du SDAP et de la social-démocratie allemande (6). Quant à convoquer une conférence des partis des pays "neutres", comme le proposaient dans un premier temps les socialistes italiens et suisses, Troelstra ne voulait pas en entendre parler. Par la suite, Troelstra prit la tête de la Commission hollando-scandinave, qui tenta jusqu'à la conférence de Stockholm, avortée en 1917, de prendre la tête des partis socialistes des pays neutres, pour restaurer la II^e Internationale.

Cette pseudo-neutralité du SDAP lui permit d'éviter le choc de scissions en cascade. L'attitude du prolétariat néerlandais restait pendant toute la guerre celle d'une hostilité croissante au conflit mondial. Celui-ci, malgré l'essor économique, signifiait une chute drastique de son niveau de vie. Les biens alimentaires étaient exportés vers l'Allemagne, et le rationnement alimentaire était la règle. D'autre part, l'intégration brutale d'une partie de la jeunesse dans l'armée se traduisit au début par une désorganisation de la production. Le chômage se mit à croître considérablement. Le taux de chômage passa de 7,4 % à 27 %. A la fin de 1914, il y avait plus de 40.000 chômeurs à Amsterdam. La guerre mondiale était bien une réalité pour les ouvriers hollandais qui se traduisait par plus de misère et plus de chômage. Le danger de guerre lui apparaissait imminent, avec la mobilisation

générale. D'autre part, le gouvernement menait une propagande incessante pour l'Union sacrée et l'arrêt des grèves ouvrières. (7).

Menacé des horreurs de la guerre, soumis à une misère brutale, le prolétariat se montrait dès le départ très combatif. Sous sa pression, le SDAP avait dû tenir un meeting de protestation contre la guerre, auquel participèrent 15.000 personnes, le 31 juillet 1914. Des grèves éclataient contre le chômage, comme celle de 10.000 diamantaires à Amsterdam (8). Dès 1915, et pendant tout le conflit mondial, des manifestations contre la vie chère et le chômage se déroulèrent dans la rue. Les meetings dirigés contre la guerre et ses effets trouvèrent des auditeurs de plus en plus attentifs et combatifs, et même réceptifs aux idées révolutionnaires.

Il faut noter que ce sont les idées mêlées d'antimilitarisme et d'internationalisme qui rencontrèrent le plus vif écho chez les ouvriers. Cependant, les idées pacifistes de retour à la paix et de "démobilisation immédiate" semblaient prédominer. Sous l'influence de Domela Nieuwenhuis, un fort antimilitarisme organisé, mais teinté de pacifisme, s'était développé aux Pays-Bas, depuis le début du siècle. L'Association internationale antimilitariste (IAMV) avait été fondée en 1904 à Amsterdam. Sa section néerlandaise, qui publiait la revue *De Wapens neder!* (A bas les armes), était la plus active. Sous l'autorité de Domela Nieuwenhuis, qui restait internationaliste, elle ne prit jamais une coloration purement pacifiste. Bien que restant "libertaire", elle était liée au SDP tribuniste, mais gardait des liens privilégiés avec le petit groupe de Domela Nieuwenhuis : l'Action sociale-anarchiste (SAA) (9). Pour un petit pays comme les Pays-Bas, le tirage de la revue devint considérable : plus de 950.000 exemplaires étaient diffusés. La raison en était que la majorité écrasante des anarchistes et des syndicalistes-révolutionnaires refusèrent toute adhésion à l'Union sacrée, Celle-ci eut-elle résisté à l'intégration de l'armée hollandaise dans l'un des deux camps? On peut émettre quelque doute.

A côté de cet essor du mouvement antimilitariste, on assista parallèlement à un renouveau du courant

syndicaliste-révolutionnaire, Le NAS passa de 10.000 à 30.000 adhérents pendant la période de guerre. Ce fut lui qui fut le meilleur soutien, et pour ainsi dire sa base de masse, du SDP. Ses conceptions, plus pacifistes que révolutionnaires, pénétrèrent progressivement le SDP. Celui-ci, cependant n'était pas sans influencer notablement, dans un sens marxiste, les nouvelles recrues du NAS. Aussi, les rapports entre le NAS et le SDP demeurèrent toujours ambigus, tout comme, plus tard, entre le Parti communiste (CPH) et ce syndicat.

Le SDP, de son côté, s'engagea résolument contre la guerre et l'Union sacrée. *De Tribune* du premier août 1914 titrait, en première page : " Guerre à la guerre ". Un Manifeste, signé par lui, le NAS, les syndicats de la construction, des marins, des chantiers navals, l'IAMV proclamait : " Ouvriers, protestez, organisez des réunions, faites tout ce qui peut préserver la paix. Guerre à la guerre. " Le SDP ne faisait que reprendre les mots d'ordre du Congrès de Bâle, mais sans les élargir encore - comme le fit Lénine dès le commencement de la guerre - à des perspectives révolutionnaires, par la transformation de la guerre en révolution prolétarienne. Un autre *Manifeste*, publié dans *De Tribune* le 31 décembre 1914, se prononçait pour la démobilisation de l'armée néerlandaise. Toute la propagande du SDP était donc axée surtout sur la lutte contre la guerre et pour la démobilisation.

La politique du SDP était loin d'être claire; elle montrait Teeme un éloignement des positions du marxisme radical. Le SDP avait choisi, en effet, dès août 1914, de participer avec d'autres organisations - NAS, IAMV et le SAA - à la formation d'un cartel d'organisations, dénommé " Unions ouvrières agissantes " (*SAV - Samenwerkende Arbeiders Vereenigingen*). Ce cartel, dans lequel se fondait le SDP, apparaissait moins comme une organisation de lutte révolutionnaire contre la guerre que comme un cartel antimilitariste à connotation inévitablement pacifiste, faute de se prononcer pour la révolution prolétarienne, afin de mettre fin à la guerre (10). Pour une grande partie du cartel, le SAV, ce qui primait avant tout était le retour à la paix, par la démobilisation. Beaucoup d'entre eux

préconisaient des solutions d'ordre individuel, comme le refus du service militaire. Cette action rencontra un franc succès dans les cercles syndicalistes.

Au sein même du SDP, une partie de la direction véhiculait des conceptions très éloignées de l'intransigeance première du tribunisme. C'est ainsi que Van Ravestejn, entre autres, se prononçait pour "l'armement populaire" (11), en cas d'invasion des Pays-Bas. Cela signifiait une adhésion des ouvriers à la guerre, qui deviendrait ainsi "juste", par son caractère "défensif". Cette position était déjà ancienne dans la II^e internationale; elle essayait de concilier l'inconciliable le patriotisme, que "l'armement populaire" transformerait en "patriotisme ouvrier", et l'internationalisme. Cette conception n'était pas sans rappeler celle de Jaurès, exprimée dans son livre *L'Armée nouvelle*. Même des révolutionnaires aussi intransigeants que Rosa Luxemburg défendaient encore cette ancienne conception, héritée de l'époque révolue des révolutions bourgeoises; une telle conception menait directement en 1914 au soutien de leur bourgeoisie nationale par les partis socialistes, adhérents au "social-patriotisme". Mais chez Rosa Luxemburg, une ambiguïté passagère (12) était vite dépassée par un rejet formel de toute guerre nationale à l'époque de l'impérialisme (13), Van Ravestejn et ses partisans reprenaient l'idée d'une défense nationale des "petits pays" menacés par les "grandes puissances". C'est pourtant cette conception d'une "guerre juste" que les socialistes serbes avaient rejetée avec force en août 1914, en refusant de voter les crédits de guerre et en se prononçant pour la révolution internationale (14). Pour défendre sa position, la minorité du SDP pouvait s'appuyer sur le programme du parti qui revendiquait "l'introduction de l'armement populaire généralisé à la place de l'armée permanente".

Le congrès du SDP, tenu fin juin 1915 à Utrecht, fut l'occasion pour la gauche marxiste de condamner toute idée de "défense nationale", même pour les petits pays. Au nom de la section de Bussum, Gorter proposa une résolution rejetant "le militarisme des classes capitalistes sous toute forme, même celle d'une prétendue armée populaire pour défendre l'indépendance ou la neutralité" (15).

Cette résolution de Bussum rejetait toute possibilité de “ guerre défensive pour les petites nations. Le prolétariat de celles-ci avait les mêmes devoirs internationalistes que dans les grandes : “ Le solide intérêt socialiste du prolétariat de ces pays exige de suivre une tactique qui s’accorde à celle du prolétariat des plus grands (pays), avec d’autant plus d’énergie dans ceux qui, eux-mêmes - comme les Pays-Bas et la Belgique - ont de grands intérêts impérialistes.” La résolution fut adoptée à une écrasante majorité.

Gorter, dans la même résolution, fit ajouter un passage rejetant le pacifisme qui s’était infiltré jusque dans le SDP, dissimulé derrière des phrases radicales. Était visée la section de Groningue qui, par principe, comme les anarchistes, déclarait rejeter toute organisation militaire et toute dépense militaire (16).

Par son purisme abstrait, la position des militants de Groningue évacuait la question de la révolution prolétarienne. Celle-ci, selon eux, ne pourrait être que pacifique, sans que se pose la question concrète de l’armement des ouvriers avant la prise du pouvoir, et donc celle de l’organisation militaire du prolétariat. Elle conduisait à nier les problèmes militaires complexes qui suivaient la prise du pouvoir : l’orientation de la production vers la fabrication d’armes, pour défendre le nouveau pouvoir prolétarien contre les attaques de la contre-révolution. Finalement, l’acceptation de la position de la section de Groningue aurait signifié un glissement du SDP vers le pacifisme, danger d’autant plus réel qu’il s’était amalgamé à un cartel d’organisations à orientation pacifiste et antimilitariste. L’adoption de la résolution de Gorter, par 432 voix contre 26, était donc un rejet net de l’idéologie pacifiste, fut-elle véhiculée sous une phraséologie antimilitariste. La résolution montrait que la tâche première du SDP était la lutte pour la révolution, et en conséquence pour l’armement des ouvriers : “ Si un jour les ouvriers ont le pouvoir en main, ils doivent le conserver les armes à la main. ” (17).

La question était donc posée clairement par la gauche du SDP si la lutte contre le militarisme et pour

la paix devaient passer avant la lutte contre le capitalisme. Le congrès d'Utrecht avait répondu non. Que des hésitations subsistaient encore dans le SDP, en témoignaient les articles de Pannekoek, publiés à cette époque, qui allaient dans le sens de Gorter. Dans un article, publié le 19 juin 1915, dans *De Tribune* - " De strijd tegen het militarisme " - Pannekoek y affirmait que " ce n'est que comme partie de la lutte générale contre le capitalisme que la lutte contre le militarisme peut donner des résultats. " (18)

De même le mot d'ordre de paix ne pouvait être celui du prolétariat, s'il ne s'accompagnait pas d'une lutte énergique contre le capitalisme. Dans un autre article, publié dans *De Nieuwe Tijd* en 1915 sur "la social-démocratie et la guerre" (19), Pannekoek soulignait encore que le pacifisme était aussi le fait de " larges couches de la bourgeoisie " et que ce n'était pas " par des mots, mais seulement par des actes, par des actions " que " le prolétariat (pouvait) exercer une influence sur la paix ". Gorter et Pannekoek visaient ainsi les flottements politiques qui s'étaient fait jour dans le SDP, et pas seulement les conceptions pacifistes propagées alors par Roland Holst (cf. infra). Néanmoins, les positions théoriques du SDP sur la guerre restaient claires. Elles s'inscrivaient dans l'orientation de la Gauche marxiste en Allemagne, et surtout en Russie. Mais les positions de Gorter et Pannekoek avaient finalement plus d'écho réel dans le mouvement révolutionnaire international que dans le SDP. Avec Lénine, Luxemburg, Pannekoek, et Radek, Gorter fut au début de la guerre le théoricien marxiste qui exprimé avec le plus de cohérence les raisons de la. mort de l'Internationale et la nature des guerres à l'ère de l'impérialisme, pour en tirer toutes les implications pratiques pour la lutte révolutionnaire.

LE COMBAT POLITIQUE ET THEORIQUE DE GORTER CONTRE LA GUERRE. *Het Imperialisme, de Wereldoorlog en de Sociaal-democratie*

C'est en décembre 1914 que Gorter fit publier par les éditions du SDP sa principale contribution théorique et politique à la lutte contre la guerre : *L'Impérialisme, la guerre mondiale et la social-démocratie*. Cette brochure, qui connut plusieurs éditions rapprochées en néerlandais, fut immédiatement traduite en allemand pour mener le combat politique contre la social-démocratie au niveau international (20). Elle eut un écho considérable, non seulement dans le milieu d'immigration russe en Suisse, mais aussi en Allemagne. Aux Pays-Bas, même des anarchistes, antimarxistes, comme Domela Nieuwenhuis saluèrent la brochure de Gorter et en facilitèrent le colportage (21).

La brochure de Gorter semblait ignorer complètement les positions des bolcheviks, puisque ceux-ci, et Lénine en particulier, n'étaient à aucun moment cités et mentionnés pour leurs positions radicales. Il est vrai que les positions bolcheviks ne commencèrent à être connues par les marxistes hollandais, qu'à partir de l'été 1915, au moment où se préparait la tenue de la Conférence de Zimmerwald. C'est seulement à partir de ce moment que les Hollandais commencèrent à publier des articles de Lénine. *De Tribune* du 31 juillet 1915 publiait l'article de Lénine " La Guerre et la Révolution ".

Les analyses de Gorter étaient remarquables. La brochure écrite en octobre 1914, au moment même où Lénine écrivait ses textes majeurs contre la guerre, allait pleinement dans le sens des bolcheviks. Non seulement, elle définissait la guerre comme impérialiste, mais elle proclamait, avec la faillite de la II^e Internationale, la nécessité d'une autre Internationale, par la lutte sans compromis contre le Centre kautskyste. Son contenu ne divergeait avec l'analyse bolchevik que dans les mots d'ordre. Nulle part, n'est proclamée - leitmotiv des textes de Lénine la " nécessité de transformer la guerre impérialiste en guerre civile ". Gorter insiste surtout sur la nécessaire reprise de la lutte de classe, sous la forme de " l'action de masse ". A côté de mots d'ordre - défendus aussi bien par Lénine que par Luxemburg - comme le refus " de faire des compromis ou alliances avec n'importe quel parti bourgeois " ou le rejet " même en cas de guerre, de tous les crédits pour le militarisme et l'impérialisme ", on trouve en germe les positions futures de la Gauche communiste germano-hollandaise. Non seulement, Gorter -

comme Rosa Luxemburg rejette, sauf pour l'Indonésie, les "luttres de libération nationale mais il préconise de combattre la bourgeoisie " autrement qu'avec les moyens usuels de la lutte syndicale et parlementaire ".

Enfin, la brochure de Gorter montrait une parfaite concordance politique et théorique avec les analyses de Pannekoek. Celui-ci en octobre 1914 avait proclamé l'effondrement de la II^e Internationale, minée par l'opportunisme et le réformisme : " La Deuxième internationale est morte ; elle s'est consumée sans gloire dans l'incendie mondial. Mais cette mort n'est pas un hasard. Elle signifie seulement que l'Internationale est morte de l'intérieur." (22).

La question brûlante pour les marxistes hollandais était donc, comme pour Lénine et Rosa Luxemburg, une évaluation de la période et une remise en question de la tactique suivie par la II^e Internationale, pour repartir sur des bases plus solides.

a) La nature de la guerre

Comme tous les marxistes de son époque, Gorter analyse le conflit mondial dans le cadre de l'évolution du capitalisme. Cette évolution est celle de la mondialisation du capital, dans sa recherche permanente de nouveaux débouchés. Néanmoins, la brochure de Gorter teste très sommaire sur le plan économique; elle est plus une description des étapes du développement capitaliste en direction des colonies et semi-colonies qu'une véritable explication théorique du phénomène impérialiste. Par certains côtés, Gorter est plus proche de Lénine que de Rosa Luxemburg (23). C'est surtout sur le plan politique que l'analyse de Gorter se rapproche de celle-ci, en affirmant fortement que tout Etat est impérialiste et qu'il ne peut y avoir de lutte de libération nationale, comme le soutenait Lénine pendant la Première Guerre mondiale (24) : " ce sont tous les Etats qui font une politique impérialiste et veulent étendre leur territoire. " (25)

En conséquence, le combat du prolétariat mondial ne peut être dirigé contre chaque bourgeoisie, prise nationalement. A la différence de Liebknecht qui proclamait que “ l’ennemi principal est dans notre propre pays ”, Gorter affirme qu’il n’y a pas d’ennemi principal, n° 1 et n° 2; il s’agit au contraire de combattre tous les impérialismes, puisque la lutte ouvrière ne se situe plus sur un terrain national mais sur le terrain mondial:

“ L’impérialisme national menace le prolétariat autant que l’impérialisme des autres nations. Par conséquent, pour le prolétariat dans son ensemble il est nécessaire de combattre de la même façon, c’est-à-dire avec une égale énergie, tous les impérialismes, le sien comme l’impérialisme étranger. ”
(26)

b) Le déclin du système capitaliste

Gorter ne saisit pas la décadence du système capitaliste en théoricien, en s’appuyant sur une étude historique et économique. Il l’analyse dans ses effets sociaux et culturels. La guerre mondiale signifie une menace directe pour la vie même du prolétariat mondial. La naissance d’un capitalisme mondial est l’ultime aboutissement d’une évolution historique qui conduit à un combat mortel entre prolétariat et capital mondial ; “ Les temps ont changé. Le capitalisme s’est tellement développé qu’il peut continuer son développement ultérieur seulement en massacrant le prolétariat de tous les pays. Un capitalisme mondial est né qui se tourne contre la prolétariat mondial ... L’impérialisme mondial fait face à la classe ouvrière du monde entier.” (27)

On ne sera pas étonné que le grand poète que fut Gorter soit particulièrement sensible à la crise des valeurs artistiques, signe indubitable du déclin de la civilisation capitaliste. Son jugement est expéditif, car il fait abstraction des nouvelles formes d’art qui surgiront au lendemain de la guerre, fortement

inspirées par la vague révolutionnaire de 1917-1923 (expressionnisme, dadaïsme, surréalisme..). Mais Gorter montre surtout l'incapacité de créer de nouveau un grand art à l'image d'un système en pleine expansion, comme ce fut le cas au XIX^e siècle. Le grand art est mort aujourd'hui. La grande bourgeoisie dans tous les pays est morte; sont morts l'impressionnisme, le naturalisme, le grand réalisme bourgeois... morte la grande architecture. Ce qui subsiste encore d'architecture est sans cœur, sans amour. La musique est l'ombre de ce qu'elle était. La grande peinture est morte. La philosophie est morte; l'ascension même du prolétariat l'a tuée. " (28)

Cette vision de la décadence du système capitaliste, sous toutes ses formes, n'est pas propre à Gorter. Elle sera la base même de la III^e Internationale à sa fondation et des courants de la Gauche communiste après la guerre, en particulier de la Gauche communiste allemande, fortement influencée par Luxemburg, Gorter et Pannekoek.

c) La faillite de la social-démocratie et du kautskysme

Comme pour Lénine, Luxemburg et Pannekoek, Gorter montre que la guerre a été rendue possible par la trahison des partis qui ont " renié les idées socialistes " (29). Il souligne que le processus d'effondrement de la II^e Internationale a été préparé par des reniements successifs de la lutte contre la guerre et de la lutte économique. C'est le facteur subjectif qui a finalement permis à la bourgeoisie internationale d'avoir les mains libres en août 1914 pour se lancer dans la guerre. Nul mieux que la bourgeoisie, classe condamnée par l'histoire, ne pouvait saisir avec autant d'intelligence, l'intelligence d'une classe accrochée à sa propre survie comme classe dominante, la putréfaction de son adversaire au sein du prolétariat, dès 1912 au Congrès de Bâle : " La bourgeoisie qui, suite à la propre putréfaction, a un odorat très fin pour la décomposition morale, sentit immédiatement la marche de ce congrès de l'internationale. Elle sentit que d'un tel congrès il n'y avait rien à craindre. Elle mit la cathédrale de Bâle à notre disposition... " (30)

Ainsi, pour la Gauche hollandaise, qui avait été d'ailleurs interdite de parole lors de ce congrès, Bâle n'était que l'ultime aboutissement d'un long déclin. Le 4 août 1914 est préfiguré par Bâle qui ne fut qu'une grande messe contre la guerre où fut abondamment diffusé l'encens du pacifisme.

Cependant, Gorter n'analyse pas la trahison de la Deuxième Internationale comme une simple trahison des chefs. Comme Pannekoek - dans son article, déjà mentionné, de février 1915 (31), il va plus en profondeur en définissant les facteurs organisationnels, tactiques et politiques qui ont conduit à cette banqueroute. Toutes les causes envisagées soulèvent la question brûlante : quel est l'état réel de la conscience de classe, son degré de maturité révolutionnaire ?

Il est significatif que Gorter hésitait dans les explications de la faillite de l'Internationale. Il insiste fortement sur le fait que les révisionnistes et les centristes kautskystes sont les coresponsables du nationalisme et du chauvinisme des masses " (32). D'un autre côté, comme avant lui Robert Michels (33), mais aussi Pannekoek, il annonce la théorie exposée en 1920, dans la "Réponse au camarade Lénine", sur l'opposition entre "masses" et "chefs". C'est le phénomène bureaucratique, la bureaucratisation de la social-démocratie, avec son armée de fonctionnaires et de permanents, qui auraient privé la masse prolétarienne de sa capacité d'action révolutionnaire : " Le centre de gravité se déplaça... de la masse aux chefs. Il se forge une bureaucratie ouvrière. La bureaucratie cependant est par nature conservatrice. " (34)

Mais Gorter, qui est profondément marxiste, ne se contente pas d'une simple analyse sociologique (35). La question de l'organisation des partis, comme émanation de l'Internationale, est la question décisive. Comme plus tard, pour la Gauche communiste italienne (36), c'est l'Internationale qui précède les partis et non les partis nationaux l'Internationale. La faillite de la Deuxième Internationale s'explique essentiellement par son caractère fédéraliste : " La Seconde Internationale alla réellement à

la débâcle parce qu'elle n'était pas internationale. Elle était un conglomérat d'organisations nationales et non un organisme international." La Seconde Internationale alla réellement à la débâcle parce qu'elle n'était pas internationale. Elle était un conglomérat d'organisations nationales et non un organisme international. " (37).

Toutes ces causes expliquent finalement le recul de la conscience du prolétariat dans la guerre. Le prolétariat s'est trouvé " très affaibli " et "spirituellement démoralisé". Mais, pour Gorter, comme pour Pannekoek et Lénine, il ne s'agissait que d'un recul et non d'une défaite irrémédiable. De la guerre sortirait nécessairement la révolution.

d) **L'avenir**

Les conditions mêmes de l'évolution du capitalisme offraient les conditions objectives nécessaires à l'unification du prolétariat mondial. La révolution ne pouvait qu'être mondiale :

" Pour la première fois dans l'histoire mondiale, tout le prolétariat international est aujourd'hui uni grâce à l'impérialisme, en temps de paix comme en temps de guerre, comme un tout, dans une lutte qui ne peut être menée sans un commun accord du prolétariat international, face à la bourgeoisie internationale. " (38)

Cependant, Gorter souligne fortement que la révolution se déroulera selon un processus de longue haleine, en " s'étendant sur des décennies et des décennies ". Les " facteurs spirituels " seront décisifs. Avant tout, la lutte de classe exige un changement radical de tactique; elle sera une lutte adaptée à l'époque de l'impérialisme, non plus par le moyen du syndicat ou du Parlement, mais par la grève de masse. Sans être véritablement développé, ce point - qui apparaît en dernière page de la brochure - préfigurait la conception communiste de gauche, pleinement développée en 1920.

Tout aussi décisive serait la lutte politique du prolétariat. Il devait combattre aussi bien le révisionnisme, passé à la bourgeoisie, que le centrisme, représenté par Kautsky, mais aussi Henriëtte Roland Holst, qui représentait le courant centriste aux Pays-Bas. Si le courant de Kautsky n'était pas un courant bourgeois, mais un courant pseudo-“ radical ” qui voulait “faire tourner en arrière la roue de l'histoire ”, en préconisant “ une résistance impuissante, utopiste ” à l'impérialisme, il était d'autant plus dangereux par son centrisme. Il servait de pont avec le courant bourgeois de la social-démocratie et devait être combattu en tant que tel.

Mais le “centrisme” était surtout dangereux sous sa forme pacifiste. Pour s'engager sur la voie révolutionnaire, le prolétariat devait rejeter la lutte pour la paix, préconisée par les courants pacifistes au sein du mouvement ouvrier ... Autant comme hypocrisie et autotromperie que comme moyen de mieux asservir et exploiter, le mouvement pacifiste est le revers de la médaille de l'impérialisme... Le mouvement pacifiste, c'est la tentative de l'impérialisme de la bourgeoisie contre le socialisme du prolétariat. ” (39).

Enfin, surtout, sans une véritable Internationale, créée par le prolétariat lui-même, il n'y aurait pas de véritable mouvement révolutionnaire. De la guerre naîtrait une “ nouvelle Internationale ”, dont la possibilité ne faisait pas l'ombre d'un doute. Cette Internationale, Gorter ne l'appelait pas encore, comme Lénine en septembre 1914, III^e Internationale.

La brochure de Gorter fut saluée comme un modèle par Lénine, qui avait aussi pris connaissance des articles de Pannekoek dirigés contre la guerre, le nationalisme et le kautskysme. Par son analyse radicale, elle tranchait avec les prises de position de Roland Holst qui, au même moment, dans sa brochure *Le prolétariat socialiste et la paix* (décembre 1914) défendait un point de vue pacifiste, sans parler de “ trahison ” de la social-démocratie et de la nécessité d'une autre Internationale. (40).

LE SDP ET LA CONFERENCE DE ZIMMERWALD

La brochure de Gorter et les articles de Pannekoek posaient de façon concrète la nécessité d'une reprise des liens internationaux entre groupes marxistes, afin de poser les bases de la " nouvelle Internationale " .

Il est significatif que leur position d'œuvrer énergiquement au regroupement international de tous les socialistes opposés à la guerre et des partisans de la nouvelle Internationale resta isolée dans leur parti. De toutes leurs forces, Gorter et Pannekoek souhaitaient la participation du SDP à la Conférence internationale, préconisée entre autres par les bolcheviks, à la fin de l'été 1915.

L'idée d'une reprise des relations internationales entre partis de la II^e Internationale, qui refusaient la guerre, était née dans les partis des pays " neutres ". Dès le 27 septembre 1914, se déroulait à Lugano (Suisse) une conférence des partis socialistes suisse et italien, qui se proposait de " combattre par tous les moyens l'extension ultérieure de la guerre à d'autres pays ". Une autre conférence de " partis neutres " se tenait les 17 et 18 janvier 1915 à Copenhague avec des délégués des partis scandinaves. et du SDAP (le même parti qui avait exclu les Tribunistes en 1909). Les deux conférences qui n'eurent aucun écho dans le mouvement ouvrier, se proposaient de réaffirmer " les principes de l'Internationale ", d'une Internationale qui était morte le 4 août. Mais alors que les Scandinaves et les Hollandais, réformistes, faisaient appel au Bureau socialiste international pour tenir une conférence de la " paix " entre partis ayant adhéré au " social-chauvinisme ", les partis socialiste suisse et italien s'engageaient timidement vers la rupture. Ainsi, en janvier 1915, le PS suisse décidait de ne plus verser de cotisations à la feu II^e Internationale. Rupture très timide, puisqu'en mai 1915, la conférence des deux partis suisse et italien, tenue à Zurich, demandait dans une résolution " d'oublier les faiblesses et les fautes des partis frères des autres pays " (41). En plein carnage militaire, les

mots d'ordre de " désarmement général " et d' " aucune annexion violente " étaient mis en avant.

En cette année 1915, l'opposition à la guerre commençait à se faire plus vigoureuse, dans toute l'Europe, impulsant un mouvement qui devait conduire à Zimmerwald. En Grande-Bretagne, en février, dans la vallée de la Clyde, débutaient les premières grandes grèves ouvrières protestant contre la guerre. Sur le continent, les grèves et manifestations surgirent soudainement contre la guerre. En Allemagne, éclataient des émeutes alimentaires, émeutes de femmes contre le rationnement. Aux Pas-Bas mêmes, les femmes jouèrent par la suite un rôle considérable contre la guerre. En Russie, à partir de mai et jusqu'en août, l'industrie textile fut secouée par les grèves. Les oppositions politiques à la guerre sortirent de la clandestinité. Le 20 mars, Otto Rühle qui jusqu'alors avait voté les crédits de guerre par discipline, vota contre leur renouvellement avec Liebknecht, tandis que 30 députés social-démocrates s'abstenaient en quittant la salle du Reichstag. Significatif était le renouveau des forces révolutionnaires. A côté des " Socialistes internationaux ", publiant *Lichtstrahlen* (" Rayons de lumière "), et proches des bolcheviks et des *Linksradikale* de Brême, le groupe de Rosa Luxemburg diffusait des milliers de tracts contre la guerre et publiait en avril le premier numéro de *Die internationale*, appelant à la "reconstruction de l'Internationale ". En France même, où le chauvinisme était particulièrement puissant, les réactions contre la guerre se faisaient jour. A la différence de l'Allemagne, ces réactions furent d'abord le fait des syndicalistes-révolutionnaires, autour de Monatte, influencé par Trotsky et son groupe *Nache Slovo* (" Notre Parole "). Dans les fédérations de l'Isère, du Rhône, chez les métallos et les instituteurs, une majorité se dégageait contre l'union sacrée. Dans le parti socialiste, la fédération de la Haute-Vienne suivait la même voie dissidente.

Telles étaient les prémisses du Mouvement de Zimmerwald.

Une scission de fait, dans les partis socialistes, s'accomplissait sur la question de la guerre et de la rupture avec le " social-chauvinisme ", posant la question de la réorganisation internationale des

révolutionnaires, Les deux conférences internationales qui se tinrent à Berne, au printemps, la posèrent. La première, celle des femmes socialistes les 25-27 mars, négativement, bien qu'elle déclarât " la guerre à la guerre " : la conférence refusait de condamner les " social-patriotes " et d'envisager une nouvelle Internationale. Les délégués bolcheviks quittèrent alors la conférence, refusant de cautionner toute attitude ambiguë. La deuxième, celle de la Jeunesse socialiste internationale, positivement : elle décida de fonder un Bureau international de la Jeunesse autonome et de publier la revue *Jugend Internationale*, pour combattre la II^e Internationale. Dans un *Manifeste*, les délégués affirmèrent leur soutien à " toutes les actions révolutionnaires et (toutes) les luttes de classe ". " Il valait cent fois mieux mourir dans les prisons comme victimes de la lutte révolutionnaire que de tomber sur le champ de bataille en lutte contre nos camarades d'autres pays, pour la soif de profit de nos ennemis. " (42).

A cette tendance radicale, se rattachèrent les Jeunes socialistes hollandais, proches du SDP tribuniste. Précisément, aux Pays-Bas, au sein même du SDAP, des éléments opposés à la politique nationaliste de leur parti - officialisée au congrès d'Arnhem en avril 1915 - s'étaient regroupés en un " Club révolutionnaire socialiste ", à Amsterdam. L'initiative venait de W. Wolda et surtout A.B. Soep, qui n'avait pu tenir au congrès un discours contre le nationalisme et avait publié une brochure au titre " Nationalisme ou internationalisme ? ". Ils décidèrent de créer une fédération de clubs qui prit le nom de *Revolutionair Socialistisch Verbond (RSV)*, i.e. Union socialiste révolutionnaire. Il s'agissait de développer une opposition contre la guerre et le nationalisme, dans et hors du SDAP. Mais, à la tête du RSV, se trouvaient des éléments qui n'adhéraient pas au SDAP de Troelstra. Roland Holst, sans parti depuis qu'elle avait quitté le SDAP en 1912, était le porte-parole reconnu du PSV, Celui-ci, composé essentiellement d'intellectuels, avait peu d'influence dans la classe ouvrière. Numériquement très réduit - une centaine de membres au plus -, il ressemblait plus à un cartel qu'à une véritable organisation. La confusion organisationnelle de ses adhérents était grande : beaucoup étaient encore dans le SDAP et appartenaient donc à deux organisations. Cela dura encore quelques

mois, jusqu'au moment où ils furent expulsés ou quittèrent volontairement le SDAP. Non moins floue était l'attitude de membres du SDP tribuniste, qui bien que membres d'une organisation révolutionnaire adhéraient au RSV. Il fallut toute la fermeté du congrès d'Utrecht du SDP (20 juin 1915) pour que soit interdite la double appartenance organisationnelle. Ceux qui avaient adhéré au RSV le 2 mai 1915 durent donc le quitter (43).

Politiquement, le RSV - à l'image de Roland Holst - pouvait être considéré comme un groupe du centre, entre le SDAP et le SDP. D'un côté, il se prononçait pour "l'action de masse nationale et internationale", pour la reprise des mouvements de lutte de classe; d'un autre côté, il refusait de condamner explicitement l'attitude du SDAP dans la guerre, au nom de l'unité qui devait se concrétiser par la "concentration de tous les travailleurs révolutionnaires". Cette position hésitante n'empêcha pas, néanmoins, une collaboration de plus en plus active entre le RSV et le SDP.

Pourtant, le SDP - plus clair politiquement et théoriquement allait dans la pratique concrète se retrouver derrière le RSV, lorsque en 1915 la reprise des relations internationales entre groupes révolutionnaires, brisées par la guerre, devint une réalité.

Dès le début de la guerre, Lénine prit naturellement contact avec les Hollandais. Il s'adressa au SDP afin "d'arriver à un contact plus étroit" (44) entre Russes et Hollandais. Il ne pensait certainement pas à s'associer à Roland Holst, en laquelle il voyait - depuis son attitude indécise face aux tribunistes en 1909 - une version de Trotsky, voire de Kautsky, transplantée aux Pays-Bas (45).

Mais le SDP resta divisé pour mener clairement une activité de collaboration étroite avec les révolutionnaires russes et allemands. Une petite minorité de la direction du parti, autour de Gorter, était fermement décidée à mener un travail international contre le social-chauvinisme et le centre kautskyste. Dans ce sens, Gorter proposa le 8 avril 1915 à Lénine (46) de publier une revue marxiste,

sous la direction de Pannekoek, qui se substituerait à la *Neue Zeit* de Kautsky. A cette proposition Lénine s'associa pleinement. Dans la réalité, l'effort de regroupement mené au sein du SDP avec d'autres groupes révolutionnaires en Suisse, avant Zimmerwald, fut l'œuvre de Gorter et Luteraan, membre de la direction du parti (47), et nommé délégué à la conférence internationale des jeunes socialistes à Berne, en avril 1915, non comme représentant officiel du SDP, mais comme membre du groupe de jeunes socialistes *De Zaier* (Le Semeur), indépendant du parti. Cette organisation comprenait 100 membres et éditait le mensuel *De Jonge socialist* (" Le Jeune socialiste "). Luteraan prit immédiatement contact avec Lénine (48).

Par contre, la position des chefs historiques du tribunisme, Wijnkoop, Ravesteyn et Ceton, fut très ambiguë. Lénine souhaitait associer étroitement les Hollandais à la préparation de la Conférence de Zimmerwald, Dans une lettre à Wijnkoop, écrite au cours de l'été (49), Lénine déclarait avec force : " Mais vous et nous, nous sommes des partis indépendants; nous devons faire quelque chose : formuler le programme de la révolution, démasquer et dénoncer les mots d'ordre stupides et hypocrites de paix. " Un télégramme pressant fut envoyé à Wijnkoop peu avant la Conférence : " Venez aussitôt " (50).

Pourtant le SDP n'envoya aucun délégué à la Conférence, qui se déroula du 5 au 8 septembre 1915. Wijnkoop et ses amis firent circuler l'information - non confirmée - que l'organisateur de cette conférence, le Suisse Robert Grimm, député, aurait donné au début de la guerre son vote pour l'approbation des crédits de mobilisation de l'armée suisse. *De Tribune* du 25 septembre publia le *Manifeste* de Zimmerwald - écrit par Trotsky et Grimm mais ne communiqua pas à ses lecteurs les résolutions de la conférence. Au lieu de voir dans Zimmerwald " un pas en avant dans la rupture idéologique et pratique avec l'opportunisme et le social-chauvinisme " (51), les chefs du SDP - à l'exception de Gorter, Pannekoek et Luteraan (52) - n'y trouvèrent que pur opportunisme. Pire, ils passèrent à côté de l'importance historique de l'événement, première réaction politique organisée à la

guerre et premier pas d'un regroupement de révolutionnaires internationalistes; ils ne virent qu'une " farce historique " dans ce qui devint par la suite le symbole vivant de la lutte contre la guerre; une " sottise " (53) dans le geste frappant de fraternisation de socialistes français et allemands par-delà les tranchées : " Nous devons manifestement remercier Dieu (sic) ... qu'il nous ait préservé de la sottise de la conférence de Zimmerwald, ou, en termes plus précis, de la nécessité de nous occuper de l'opposition sur les lieux... Nous savions déjà à l'avance ce qu'il en adviendrait : rien que de l'opportunisme et aucune lutte de principes. " (54).

De fortes critiques se firent jour dans le SDP contre cette attitude sectaire. Un des responsables du parti, comme Knuttel, à Leiden - très influencé par Pannekoek - préconisa de renforcer la minorité révolutionnaire de Zimmerwald, dirigée par les bolcheviks. Pour répondre à ces critiques, *De Tribune* du 2 octobre 1915, publia un article de justification de Wijnkoop. Celui-ci refusait tout soutien au Manifeste, en prétextant l'absence de perspectives révolutionnaires qui s'en dégagait : " Le *Manifeste* utilise de grands mots, mais oublie de dire que c'est seulement par la résistance de chaque prolétariat, massivement, et de façon révolutionnaire, contre la guerre et dans son propre pays, donc par la résistance " locale " dans tous les pays contre les bourgeoisies nationales, que la nouvelle internationale naîtra." Ce refus était justifié par l'appel contenu dans le *Manifeste* au " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", formule que Gorter, Pannekoek et Henriëtte Roland Holst elle-même rejetaient tout en adhérant au Mouvement de Zimmerwald. L'argument suprême de Wijnkoop était surtout le refus de "tout esprit de compromis " (55).

Par sectarisme, en fait, Wijnkoop refusait d'envisager tout travail international de regroupement avec des éléments du "centre", comme Trotsky et Roland Holst, qui se rapprochaient progressivement des positions de la Gauche de Zimmerwald. Dans une lettre à Van Ravesteijn du 29 oct. 1915, Wijnkoop s'en prenait à Radek, Pannekoek, Trotsky et Roland Holst, en lesquels il ne voulait voir que des éléments " centristes ", n'épargnant que Lénine et Rosa Luxemburg. Selon lui, il n'y avait aucune

preuve que “ Holst-Trotsky veulent rompre avec Kautsky. Au contraire, on doit toujours l'affirmer, tous deux sont fondamentalement bourgeois et nationalistes. ” Et il ajoutait - alors que les représentants du groupe Spartakus s'étaient situés au “centre” et non à la “gauche” de Zimmerwald - qu'il préférerait “marcher avec Rosa et Mehring qu'avec Roland Holst et Trotsky ”. (56).

Cette attitude de Wijnkoop, mélange de sectarisme et d'irresponsabilité, ne fut pas sans conséquences. D'abord, elle laissa la place libre au courant de Roland Holst, à Zimmerwald, qui seule représenta - par défection du SDP le mouvement révolutionnaire aux Pays-Bas. Le RSV se situait dans le courant “centriste” de Zimmerwald, qui n'envisageait comme seule possibilité que la lutte pour la paix et refusait de s'associer à la Gauche zimmerwaldienne qui posait comme base de la lutte révolutionnaire la fondation d'une III^e Internationale. En deuxième lieu, au sein du SDP s'établit un clivage entre partisans de Zimmerwald, comme Gorter et Pannekoek, et la direction de Wijnkoop, portant en germe des scissions (cf. infra). En troisième lieu, dans le Mouvement même de Zimmerwald, le SDP se créa une image persistante de sectarisme, qui collait au dos même des partisans les plus résolus de Zimmerwald, comme Pannekoek. Dans son journal *Nache Slovo*, en octobre 1915, Trotsky s'en prenait aux tribunistes auxquels il associait fort rapidement le nom de Pannekoek. Tout en remarquant que' le Manifeste était le fruit d'un compromis”, et en soulignant les “critiques parfaitement justes” des tribunistes, il dénonçait - non sans quelque raison - une “assurance bornée de politique de clocher”. Pour lui Pannekoek était similaire à Wijnkoop, un mélange de “scepticisme” et d'“intransigeance”, “se complétant à merveille”. Et il concluait, méchamment : “ Nous rencontrons la plus pure culture de l'extrémisme formel en Hollande, un pays qui n'est pas en guerre et qui ne peut être considéré comme un foyer de révolution sociale : il suffit d'ajouter que les “tribunistes” n'ont jamais pu réunir plus de cinq cents membres. ” (57) Cet argument fut repris par Trotsky lui-même après 1920 pour justifier la politique de formation de partis de masse et de fusion avec les partis socialistes.

Dans le cas de Wijnkoop, Ravesteyn et Ceton, le sectarisme ne faisait que camoufler une politique opportuniste, qui se révéla au grand jour à partir de 1916-1917. Le “sectarisme” dont l'Internationale communiste les accusa en 1920 n'était pas chez Gorter, Pannekoek et leurs partisans réellement présent. Ils œuvraient au contraire de façon décidée pour un regroupement international des révolutionnaires.

4. DEVELOPPEMENT DU SDP : ENTRE REVOLUTION ET OPPORTUNISME

En dépit de la politique de la direction du SDP, l'écho de Zimmerwald fut, comme dans les pays belligérants, très grand dans la classe ouvrière des Pays-Bas. Une grosse propagande avait été faite dans les grandes villes par Roland Holst. L'écho rencontré chez les ouvriers était tel que même le SDAP, sous la pression d'oppositionnels, publia le Manifeste de la Conférence de Zimmerwald, dans *Het Weekblad*, supplément du samedi de *Het Volk*; mais pour mieux le combattre (58).

Finalement, soumis à la pression des ouvriers et du RSV auquel il ne voulait pas donner un label exclusif d'activité révolutionnaire - le SDP se rattacha, en 1916, et à contrecœur (59), à la Commission socialiste internationale créée à Zimmerwald. C'était une adhésion tardive au Mouvement de Zimmerwald. Finalement, plusieurs raisons avaient entraîné un changement d'attitude de la part du SDP, et un rapprochement avec le RSV.

En premier lieu, le RSV de Roland Holst s'était rapproché considérablement des “tribunistes”. Il avait même donné des gages tangibles de son glissement vers la gauche : les membres du RSV qui étaient encore adhérents du SDAP le quittèrent en janvier 1916; devant l'attitude de ce parti, qui avait condamné explicitement le Mouvement de Zimmerwald, lors de son congrès, la petite minorité hostile à la II^e Internationale se tournait désormais vers le SDP. Aussitôt, Roland Holst fit savoir que la fusion avec le parti “tribuniste” était à l'ordre du jour (60). Après ce départ, le SDAP ne connut guère de

scission significative, à l'exception de celle qui se produisit à gauche en février 1917 (cf. *infra*).

En deuxième lieu, et malgré les atermoiements de sa direction, le SDP rencontrait une sympathie croissante en milieu ouvrier. Il avait considérablement développé sa propagande: contre la guerre, contre le service militaire de 3 ans, contre le chômage et le rationnement. Il était particulièrement actif chez les chômeurs et au sein des comités que ceux-ci faisaient surgir. Politiquement, le parti disposait d'instruments théoriques qui le faisaient apparaître comme le seul parti marxiste conséquent en Hollande. Le mensuel théorique *De Nieuwe Tijd* (" La nouvelle époque ") qui n'appartenait ni au SDAP ni au SDP et comprenait des " théoriciens marxistes " appartenant aux deux partis depuis la scission de 1909 - Van der Goes et Wibaut étaient restés rédacteurs -, passait entièrement dans les mains du courant marxiste internationaliste. Le départ de Wibaut et Van der Goes de la rédaction mettait fin à la présence du courant opportuniste et révisionniste dans la revue " De Nieuwe Tijd ".

Roland Holst fut associée à Gorter et à Pannekoek pour assurer la rédaction de la revue, qui devenait un organe de combat " pour le socialisme, pour la libération de l'humanité du capitalisme " (61).

En troisième lieu, à travers la personne de Pannekoek, le SDP S'impliquait de plus en plus dans l'effort de rassemblement des forces révolutionnaires qui se prononçaient nettement contre la guerre et pour la révolution. A partir de 1915, Pannekoek, qui fit un voyage à Brême, collabore régulièrement avec les courants internationalistes allemands : le groupe *Lichtstrahlen* de Borchart à Berlin; le groupe de Brême, dirigé par Johann Knief, *Arbeiterpolitik* (" politique ouvrière "), qui publie son journal en 1916, après être sorti du SPD. Sans cesse en contact avec les internationalistes allemands, Pannekoek est désigné tout naturellement pour prendre en charge - avec la collaboration de Roland Holst - l'édition de la revue *Vorbote* (" Précurseur ") en janvier 1916. Cette revue, éditée en Suisse, était l'organe de la Gauche zimmerwaldienne (62), hostile au centrisme et au courant pacifiste de la conférence de Zimmerwald. Elle se plaçait résolument, en collaboration avec Radek, Lénine et

Zinoviev, sur le terrain de la “ future III^e Internationale ”.

Tout cela traduisait une évolution rapide du SDP et du groupe de Roland Holst. Après une période de flottement, le parti “ tribuniste ” prenait ses propres responsabilités au niveau international. Henriëtte Roland Holst, après avoir marché avec le Centre du mouvement zimmerwaldien, avec Trotsky, avait évolué nettement vers la gauche.

L'existence de deux groupes révolutionnaires séparés en Hollande n'avait plus de raison d'être. L'heure était au regroupement. Le 19 février 1916, la direction du SDP émit le souhait d'une fusion avec le RSV. Enfin le 26 mars 1916, l'assemblée générale de ce dernier se prononça pour cette fusion. Seules les sections de La Haye et Rotterdam manifestèrent une grande confusion en voulant n'accepter ce regroupement que si pouvaient s'intégrer des éléments syndicalistes. Ces hésitations montraient que, comme pour le SDP, la délimitation du courant marxiste d'avec le courant syndicaliste révolutionnaire était loin d'être nette.

Néanmoins, la fusion se réalisa. Le SDP, qui gagnait 200 militants, devenait un parti de 700 adhérents. Cette croissance, après une longue période de stagnation numérique, permettait au parti de disposer enfin d'un quotidien : *De Tribune* paraissait désormais tous les jours. Le développement du SDP était aussi qualitatif. Pour la première fois de son histoire, le 21 juin 1916, le SDP était capable de conduire avec succès une manifestation ouvrière à Amsterdam contre la faim et la guerre. La “ secte ” devenait véritablement un parti ouvrier par sa capacité d'influencer réellement l'action de larges masses prolétariennes.

Il est certain que le développement du courant marxiste en Hollande, en cette année 1916, était le fruit de tout un réveil du prolétariat international après un an et demi d'hécatombes sur les champs de bataille. L'année 1916 est l'année tournant, celle qui annonce le bouleversement révolutionnaire de

1917 en Russie. La reprise de la lutte de classe, après des mois de torpeur et de stupeur, briser l'Union sacrée. En Allemagne débutent les premières grandes grèves politiques contre la guerre, après l'arrestation de Karl Liebknecht.

Les Pays-Bas, bien que neutres, connaissent la même reprise des luttes ouvrières. Le début de la vague de grèves et de manifestations contre les effets de la guerre, au niveau international, se manifeste aussi dans la "petite Hollande". Pendant les mois de mai et de juin 1916, se déroulèrent à Amsterdam des manifestations spontanées de femmes ouvrières contre le rationnement. Des comités de femmes prolétaires avaient été constitués à Amsterdam et dans d'autres villes. Une agitation permanente régnait qui se traduisait par des assemblées et des manifestations (63), auxquels participaient ouvriers et ouvrières. Ces mouvements se prolongèrent par des grèves dans tout le pays au mois de juillet. Ces signes d'un mécontentement profond étaient incontestablement pré-révolutionnaires. Jamais la situation n'avait été aussi favorable au courant révolutionnaire marxiste aux Pays-Bas.

Pourtant, la direction du SDP révélait progressivement une attitude ambiguë et même de franches tendances opportunistes. Non pas sur le terrain de la lutte sociale, où le parti était très actif, mais sur celui de la lutte politique.

Tout d'abord, le SDP continuait infatigablement sa politique de front avec des organisations de type syndicaliste et anarchiste. L'ancien cartel d'organisations, le S.A.V., s'était sabordé le 25 février (64). Ce fut pour être remplacé - en avril 1916 - par un Comité socialiste-révolutionnaire contre la guerre et ses conséquences (en abrégé : R.S.C.). Le SDP, avec Wijnkoop et Louis de Visser - tous deux futurs chefs du Parti communiste stalinisé - était de fait à la tête du nouveau cartel d'organisations. Celui-ci, bien que très actif dans la lutte contre la guerre et la misère, apparaissait plutôt comme un état-major se substituant à la spontanéité des luttes. Il n'était ni un conseil ouvrier, en l'absence de révolution, ni

un comité central de grève, qui par nature est temporaire et lié étroitement à l'extension de la lutte. Il était plutôt un organisme politique hybride, qui loin d'apporter la clarté sur les objectifs de la lutte de classe, apparaissait très confus dans ses objectifs, compromis de différents courants politiques au sein du mouvement ouvrier.

On trouvait au sein du RSC des groupements anarchistes qui avaient déjà travaillé avec le SDP. Le plus actif de tous était incontestablement le groupe de Ferdinand Domela Nieuwenhuis. Ce groupe - 1' "Action social-anarchiste" (SAC) (65) - était sans doute, bien que de façon confuse, révolutionnaire, en raison surtout de la personnalité intransigeante de Domela Nieuwenhuis. Cela n'était certainement pas le cas des autres groupements. On trouvait pêle-mêle : le *Bond van Christen-Socialisten* - ou Fédération des socialistes-chrétiens (BvCS), dont la couleur politique était le pacifisme chrétien et le parlementarisme (66); le *Vrije Menschen Verbond (VMV)*, "Ligue des hommes libres", se réclamant de Tolstoï. Lorsque le groupement de Domela Nieuwenhuis et aussi l'IAMV (cf. supra) quittèrent fin 1916 le cartel, il ne restait plus que ces groupes, bientôt rejoints en février 1917 par le petit Parti socialiste (S.P.), scission restreinte de 200 militants du SDAP. Le S.P. était fondamentalement un groupe syndicaliste et parlementariste (67).

Ce conglomérat d'organisations pacifistes, la plupart étrangères au marxisme révolutionnaire, eut comme conséquence directe d'entraîner la direction du SDP toujours plus sur le terrain de l'opportunisme pratique. En s'alliant avec les "socialistes-chrétiens" et avec le S.P., le SDP tombait rapidement dans l'aventurisme parlementaire et une politique sans principe, qu'il avait naguère dénoncée chez Troelstra. En effet, en 1917, et comme dérivatif à une situation sociale de plus en plus tendue dans le pays, la bourgeoisie néerlandaise avait instauré le suffrage universel. Le SDP forma un cartel électoral avec les deux organisations. Il put obtenir ainsi un net succès par rapport à l'avant-guerre : 17.000 voix contre 1.340 en 1913, à Amsterdam. Ce résultat, certes, traduisait une désaffection croissante de nombreux ouvriers pour le SDAP. C'était néanmoins le début d'une

politique qui devint rapidement un an plus tard parlementariste. Cette orientation électoraliste eut pour conséquence une nette réaction antiparlementaire dans le SDP, à l'origine du courant anti-électoraliste de la Gauche communiste hollandaise.

Mais l'opposition au sein du parti ne se cristallisa pas d'emblée sur l'antiparlementarisme. Elle se forma dès 1916, pour culminer en 1917, contre la politique étrangère de la direction Wijnkoop et Ravesteyn pro-Alliés (Van Ravesteyn avoua dans ses *Mémoires* qu'il avait eu des contacts avec les services secrets français pendant la guerre.) Sous la conduite de Barend Luteraan, membre de la direction, et de Sieuwertsz van Reesema, se constitua dans les sections d'Amsterdam et de La Haye une puissante opposition à cette politique (68).

En effet, de plus en plus ouvertement, Wijnkoop - bien après Van Ravesteyn -, mais aussi la majorité du SDP, ce qui était beaucoup plus grave, adoptaient une orientation favorable à l'Entente. Cela s'était déjà manifesté, mais de façon indirecte, dès septembre 1914, dans *De Tribune*, sous la plume de Ravesteyn. Ce dernier y avait affirmé que la défaite de l'Allemagne serait la condition la plus favorable pour l'éclatement de la révolution dans ce pays. Ce n'était pas encore une prise de position en faveur des Alliés, qu'il n'exprima jamais publiquement. Ce n'était, d'autre part, pas une nouveauté dans le camp marxiste de pronostiquer - et cela se répéta lors de la Deuxième Guerre mondiale (69) - les meilleurs épacentres du séisme révolutionnaire à venir. Pannekoek répliqua dans *De Tribune* (70), pour mettre fin à cette question purement théorique : même si l'Allemagne est plus développée économiquement que l'Angleterre, il est indifférent pour des marxistes d'envisager lequel des deux camps impérialistes doit remporter la victoire finale; l'oppression violente par un camp et la tromperie démocratique, dans l'autre, sont tous deux défavorables au mouvement ouvrier.

La discussion en resta là. Van Ravesteyn, à l'évidence, développait des positions pro-Entente. Il resta néanmoins isolé dans le parti; Wijnkoop lui-même, président du SDP, avait encore la même

position que Pannekoek et Gorter (71). Au cours de l'année 1916, tout commença à changer. Wijnkoop, brusquement, se rangea du côté de Ravesteyn, en mettant au premier plan la lutte contre le militarisme allemand, sous prétexte - ce qui était faux - que la bourgeoisie néerlandaise dans son ensemble se rangeait derrière l'Allemagne (72). Mais en 1917, il utilisa cette fois les mêmes arguments que ceux des 'socialchauvins' des pays de l'Entente. Dans un article approuvé par la rédaction de *De Tribune* - ce qui montrait que le danger de gangrène opportuniste était réel dans le SDP - Wijnkoop dépeignit l'Allemagne comme le rempart 'féodal' de la réaction en Europe, contrainte aux pillages et à l'assassinat des peuples vaincus; par contre, la France, héritière de la Grande Révolution, et l'Angleterre développée seraient incapables de tels actes. (73). Une telle position était un net abandon des principes internationalistes du SDP; elle laissait présager que si la neutralité des Pays-Bas était violée par l'Allemagne, la direction du SDP n'appellerait pas à la lutte contre les deux camps impérialistes mais au soutien de l'Entente.

Cette position, qui marquait un tournant dans l'histoire du parti, souleva de violentes protestations à l'intérieur de celui-ci. Une opposition, menée par Barend Luteraan et Van Reesema, engagea la lutte contre le comité de rédaction, qui avait laissée s'exprimer dans *De Tribune* des conceptions totalement étrangères à l'essence révolutionnaire du parti. La chose avait été d'autant plus aisée que Gorter, malade et déprimé (74), s'était retiré en 1916 de la rédaction, et se trouvait momentanément dans l'impossibilité de participer aux activités du parti.

Pour désamorcer l'opposition, la direction de Wijnkoop employa une arme qu'elle allait utiliser de plus en plus, par la suite, pour déconsidérer ses adversaires de gauche : la calomnie. Elle prétendit que les opposants, Gorter et Pannekoek inclus, étaient en fait des partisans de l'Allemagne. Van Ravesteyn ne fut pas le dernier à créer ce bruit (75). L'opposition reprenait en fait l'analyse de Gorter, exposée en 1914 dans sa brochure sur l'impérialisme, et qui avait été officiellement acceptée par le SDP comme base pour sa propagande. Clairement, elle montrait la nécessité de combattre tous les

impérialismes, tous les camps en présence :

“ Il ne s’agit pas de combattre spécialement l’impérialisme allemand. Tous les impérialismes sont également dommageables pour le prolétariat. ” (76).

Malheureusement pour elle, et signe inquiétant pour l’évolution de l’ensemble du parti, l’opposition se retrouva isolée. Elle se trouvait d’ailleurs sans appui. Gorter hésitait encore à mener le combat avec elle. Pannekoek et Roland Holst étaient plus plongés dans l’activité internationale que dans celle du SDP. C’était un signe de faiblesse organisationnelle qu’on retrouva comme constante chez ces dirigeants marxistes de stature internationale, et qui ne fut pas sans conséquence en 1917 et 1918.

La situation en 1917, et particulièrement la Révolution russe et ses répercussions aux Pays-Bas, accentua encore les clivages politiques au sein du SDP.

LE SDP EN 1917 FACE A LA REVOLUTION RUSSE

La Révolution russe de 1917 ne fut pas une surprise pour des révolutionnaires comme Gorter, qui étaient convaincus que de la guerre naîtrait nécessairement la révolution. Dans une lettre à Wijnkoop de mars 1916 Gorter montrait une confiance inébranlable dans l’action révolutionnaire du mondial : “ Je m’attends à de très grands mouvements après la guerre. ” (77).

Les événements révolutionnaires tant attendus venaient pourtant en pleine guerre éclater. L’écho de la Révolution russe fut énorme aux Pays-Bas. Cela démontrait à l’évidence que la révolution prolétarienne était aussi à l’ordre du jour en Europe occidentale; il s’agissait non d’un phénomène “ russe ” mais d’une vague internationale de luttes révolutionnaires contre le capital mondial. De ce point de vue, l’année 1917 est décisive dans l’évolution du SDP confronté aux premiers signes de la

révolution internationale, par l'action de masse, qu'il avait appelée de ses vœux dès le début de la guerre mondiale.

PREMIERS SIGNES PREREVOLUTIONNAIRES AUX PAYS-BAS

L'année 1917 ouvrit une nouvelle période d'agitation contre la guerre, la faim et le chômage. Le 18 février 1917, au moment où s'annonçait la révolution en Russie, les ouvriers d'Amsterdam manifestaient violemment contre l'absence de produits alimentaires dans les magasins et la politique de la municipalité de la ville dont certains échevins étaient des chefs social-démocrates (78).

Les manifestations prirent rapidement une tournure politique; non seulement elles étaient dirigées contre le gouvernement mais aussi contre la social-démocratie. Celle-ci, en effet, avait plusieurs élus - échevins - dans la municipalité d'Amsterdam. Wibaut, l'un des dirigeants du SDAP, était même président de la commission d'approvisionnement de la ville depuis décembre 1916. En tant que tel, il était tenu responsable par les ouvriers de la pénurie alimentaire.

Mais Wibaut, et avec lui Vliegen - autre sommité du SDAP, élu à la mairie - fit appel le 10 février à l'armée, pour " rétablir l'ordre ", à la suite de pillages de boulangeries. C'était le premier pas concret de l'engagement du SDAP aux côtés de la bourgeoisie pour réprimer toute réaction ouvrière. Cette solidarité du SDAP avec l'ordre établi se manifesta encore plus en juillet, au cours d'une semaine qui est restée gravée dans l'histoire sous le nom de " semaine sanglante ". A la suite de manifestations de femmes contre la pénurie et de pillages de magasins, la municipalité avec l'appui de tous les échevins social-démocrates fit interdire toute démonstration. La réaction du prolétariat fut immédiate : une grève de 24 heures - à l'appel du R.S.C. - fut suivie par plus de 20.000 ouvriers d'Amsterdam, grève de masse qui s'étendit comme une traînée de poudre dans la plupart des grandes villes des Pays-Bas (79). Mais à Amsterdam, comme dans d'autres villes, la troupe et la police tirèrent sur les

ouvriers. Cette fois, pour la première fois depuis le début de la guerre, des ouvriers tombèrent sous les balles des forces armées de la bourgeoisie.

A Amsterdam, Vliegen et surtout Wibaut (80) portaient une lourde responsabilité dans la répression sanglante. Wibaut n'hésita pas à opposer les chômeurs et manifestants, dans lesquels il ne voulait voir qu'une "jeunesse débauchée" (81), au mouvement ouvrier moderne", organisé dans les syndicats et le SDAP. Il justifiait même, dans un article de *Het Volk*, la répression qui, selon lui, aurait été "limitée" et appelait à d' "autres moyens pour assurer l'ordre". Un tel langage, non désavoué par la direction du SDAP, était le langage de la classe dirigeante. Ainsi, même si le SDAP, officiellement hésitait à couvrir totalement Wibaut (82), la social-démocratie hollandaise initiait une politique qui fut pleinement développée en Allemagne, en 1919, par Noske et Scheidemann. Le parti de Troelstra, à une petite échelle, ouvrait une voie de collaboration avec sa bourgeoisie face au mouvement révolutionnaire.

La "Semaine sanglante" rendit plus nette la démarcation entre le SDP révolutionnaire et le SDAP, devenu "traître à la classe ouvrière"; le SDP pouvait ainsi appeler les ouvriers à "s'écarter pleinement des traîtres à la classe ouvrière, des judas modernes, des valets du capital, de la direction du SDAP et du NVV" (83).

De tels événements aux Pays-Bas s'inscrivaient incontestablement dans le sillage de la Révolution russe. Celle-ci non seulement encourageait manifestations et grèves dans le prolétariat, mais tout autant l'agitation dans l'armée. Ainsi, et bien que le phénomène fût limité, à partir d'octobre 1917 se formèrent des conseils de soldats dans quelques localités, tandis que tout un mouvement se développait contre la discipline militaire (84).

Le SDP avait incontestablement profité de la situation. En participant pleinement aux grèves et

manifestations, en subissant la répression - plusieurs de ses militants étaient en prison (85) -, le SDP apparaissait comme un véritable parti révolutionnaire, non un parti de la “ phrase ” sectaire, mais comme une organisation militante active. (86)

Cette activité tranchait nettement avec l’ambiguïté du SDP en politique extérieure, vis-à-vis de l’Entente et surtout face à la Révolution russe. Comme si le développement du parti, le poussait - par souci d’une “ popularité ” fraîchement acquise en milieu ouvrier - à faire des concessions opportunistes pour renforcer une influence qu’il avait gagnée sur le terrain électoral en 1917.

b) La direction du SDP et la Révolution russe

Le parti que Lénine avait considéré avec le parti bolchevik au début de la guerre comme le plus révolutionnaire et le plus apte à œuvrer à la constitution de la Nouvelle internationale va se trouver singulièrement éloigné en 1917 du bolchevisme.

Du moins la majorité du parti dont la direction était totalement dominée par le trio Wijnkoop-Ravesteyn-Ceton. La minorité, après le départ de Gorter et l’élimination de Luteraan de la direction du SDP, se trouvait isolée. C’est elle, du moins, qui mena - avec l’autorité morale de Gorter et Pannekoek, la lutte la plus résolue pour soutenir le bolchevisme, et défendre le caractère prolétarien de la Révolution russe. Cette attitude est d’ailleurs commune à toutes les gauches qui se formaient soit comme opposition soit comme fraction dans les différents partis socialistes.

La méfiance qui se fit jour dans la majorité à l’égard des bolcheviks découle directement de ses positions pro-Entente en politique internationale. Elle se manifesta en premier lieu lorsque les bolcheviks traversèrent l’Allemagne pour regagner la Russie. Ce voyage fut désapprouvé par *De Tribune*, qui y vit une compromission avec l’Allemagne (87). En fait, cette méfiance dissimulait mal un

soutien à la politique de Kerenski, qui en juillet 1917 menait une offensive militaire contre l'Allemagne. Pour justifier cette politique, Van Ravesteyn. - dans *De Tribune* (88) - n'hésitait pas à comparer la Russie de Kerenski à la France révolutionnaire de 1792. Idéologiquement, la position de Van Ravesteyn, et aussi de Wijnkoop, était identique à celle des mencheviks : il s'agissait de réaliser la révolution bourgeoise et de l'exporter militairement pour écraser l'Empire allemand, " féodal et réactionnaire ".

Ce soutien implicite au gouvernement Kerenski entraîna de violentes réactions de l'opposition. Celle-ci, par la plume de Pannekoek et de Gorter, se situa résolument au côté des bolcheviks, en dénonçant à la fois la démocratie bourgeoise russe et la conception d'une révolution bourgeoise comparable à 1793 en France. Pour Pannekoek, il ne s'agissait pas d'une révolution " bourgeoise " en marche, mais d'une politique contre-révolutionnaire et impérialiste. Son point de vue était identique à celui des bolcheviks en 17 :

" Toute guerre (...) menée avec la bourgeoisie contre un autre Etat est un affaiblissement de la lutte de classe, et par conséquent une trahison, un forfait contre la cause du prolétariat. " (89)

Les flottements de la direction du SDP s'arrêtèrent là. *De Tribune* du 7 août 1917 déclara que les bolcheviks étaient "l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international". Lorsque la prise du pouvoir, par les bolcheviks fut connue en novembre, celle-ci fut saluée avec un sincère enthousiasme par *De Tribune*, à la différence des anarchistes (90).

Mais la minorité, autour de Gorter, Pannekoek et Luteraan, émettait des doutes justifiés sur le soudain enthousiasme révolutionnaire de la direction. En refusant, une fois de plus, de participer à la troisième (et dernière) conférence (91) du Mouvement de Zimmerwald, à Stockholm, en septembre, celle-ci montrait un refus de s'engager résolument sur la voie de la III^e Internationale. Le radicalisme verbal

utilisé une fois de plus pour condamner l'opportunisme" avait du mal à camoufler la politique étroitement nationale de la direction Wijkoop. Son internationalisme était purement verbal et le plus souvent déterminé par l'air ambiant.

Il n'est pas surprenant que, lors des débats qui se firent jour autour de Brest-Litovsk, sur la question de la paix ou de la guerre révolutionnaire, la direction se fit le champion d'une guerre révolutionnaire à tout prix. En Russie, Boukharine, Radek et Ouritsky en étaient devenus les partisans pour accélérer, croyaient-ils, l'expansion de la révolution prolétarienne en Europe. Chez eux, nulle ambiguïté : la "guerre révolutionnaire" n'était pas une guerre contre l'Allemagne, insérée dans les plans de l'Entente; il s'agissait de briser l'encerclement de la Russie révolutionnaire pour étendre la révolution non seulement à l'Allemagne, mais à toute l'Europe, pays de l'Entente inclus.

Contrairement à toute attente, Gorter - pour des raisons identiques à celles des communistes de gauche russes - se rangea du côté de la direction du SDP pour soutenir la position de Radek et Boukharine. Gorter attaqua vivement Pannekoek, qui soutenait entièrement la position de Lénine sur la paix rapide avec l'Allemagne.

Pannekoek partait du point de vue, évident, que la "Russie ne peut plus combattre" (92). En aucun cas, la révolution ne pouvait s'exporter par la force militaire; son "côté fort" résidait dans l'éclatement de luttes de classe dans d'autres pays : "la force des armes est le côté faible du prolétariat".

Gorter se trompait de cible. Il délaissa pendant plusieurs mois toute critique à la direction du SDP. Il crut voir dans la prise de position de Pannekoek une version du pacifisme qu'il avait combattu en 1915, une négation de l'armement du prolétariat. Selon lui, une guerre révolutionnaire devait être conduite contre l'Empire allemand, car dorénavant "la force des armes est le côté fort du prolétariat". (93)

Cependant, Gorter commença à changer sa position. Il se trouvait en Suisse depuis l'été 1917, officiellement pour des raisons de santé. Il voulait en fait s'éloigner du parti hollandais et travailler en collaboration avec les révolutionnaires russes et suisses. Au contact de Platten et de Berzin - tous deux "zimmerwaldiens" et collaborateurs de Lénine - il entra en relation avec les révolutionnaires russes. Une correspondance étroite commença avec Lénine. Il se convainquit de la justesse des positions de Lénine sur la paix avec l'Allemagne. Et c'est lui qui se chargea de traduire en hollandais les Thèses "sur la paix malheureuse" (94).

Gorter se trouvait libre pour combattre avec Pannekoek la direction du SDP, et soutenir sans réserve le caractère révolutionnaire de la Russie, et l'internationalisme bolchevik.

c) **la Révolution russe et la révolution mondiale**

La Gauche dans le SDP défendit pendant deux ans le "caractère prolétarien de la révolution russe". Celle-ci était la première étape de la révolution mondiale. Avec acharnement, Gorter et la minorité du parti dénoncèrent l'idée - exprimée par Van Ravesteijn - d'une révolution bourgeoise en Russie. Une telle conception ne pouvait que renforcer la position favorable à l'Entente et perpétuer la guerre impérialiste, au nom d'une guerre "révolutionnaire". Lorsque, avec la dégénérescence de la Révolution-russe et la soumission de la III^e Internationale aux intérêts d'Etat russes, la gauche commença à défendre l'idée d'une révolution "double" en Russie; en partie bourgeoise, en partie prolétarienne, c'était dans une optique différente du menchevisme. Pour elle une révolution bourgeoise, ne pouvait être que le capitalisme d'Etat et la contre-révolution. Elle ne naissait pas au début mais à la fin de la vague révolutionnaire.

En 1917 et 1918, Gorter et la minorité sont les plus chauds partisans du bolchevisme. Ils sont les

véritables introducteurs et propagateurs des conceptions de Lénine. C'est Gorter qui, de son propre chef, se charge de traduire, au cours de l'année 1918, *L'Etat et la Révolution*. De façon naïve, il se fait le propagateur d'un véritable culte de la personne de Lénine, dans sa brochure - parue en 1918 - sur la " Révolution mondiale " ; le futur pourfendeur des " chefs " reconnaît en Lénine le chef de la révolution : " Il est le chef de la révolution russe, il doit devenir le chef de la révolution mondiale. " (95)

La brochure de Gorter - qui n'était pas un travail officiel du SDP - est l'une de ses contributions théoriques et politiques les plus importantes. Elle présentait l'avantage de tirer un certain nombre de leçons de la révolution russe, du point de vue de son organisation. Comme Lénine, Gorter proclamait que les conseils ouvriers étaient la forme enfin trouvée du pouvoir révolutionnaire, forme valable non pour la Russie, mais pour l'ensemble des pays du monde :

" Dans cette organisation de conseils ouvriers, la classe ouvrière du monde a trouvé son organisation, sa centralisation, sa forme et son être. " (96)

La conception localiste et fédéraliste, qui fut développée par la suite par le courant unioniste autour de Rühle, des conseils ouvriers est totalement absente dans la Gauche hollandaise; pas plus que n'est présente l'idée d'une fédération d'Etats prolétariens, reposant sur des conseils ouvriers nationaux, idée développée plus tard dans le Komintern de Zinoviev. La forme du pouvoir mondial du prolétariat sera " dans un avenir proche le Conseil ouvrier central du monde ". (97).

La révolution prolétarienne ne peut trouver son véritable essor que dans les principaux pays industrialisés, et non dans un seul pays. Elle doit être un phénomène simultané " (Le socialisme) doit naître simultanément dans plusieurs, dans de nombreux, dans tous les pays et au moins dans les pays principaux. " (98) On trouve chez Gorter l'idée maintes fois répétée par la suite que l'Europe occidentale est l'épicentre de la véritable révolution ouvrière, compte tenu du poids numérique et

historique du prolétariat par rapport à la paysannerie: “ La révolution véritable et complètement prolétarienne doit être faite par l’Europe occidentale elle-même.”(99). La révolution sera bien plus longue et difficile qu’en Russie, face à une bourgeoisie beaucoup mieux armée; d’autre part “ le prolétariat d’Europe occidentale est seul comme classe révolutionnaire.” (100). Nulle impatience “ infantile ” donc sur le cours révolutionnaire, reproche qui sera fait par la suite à la Gauche communiste dans la III^e Internationale.

Il est remarquable que la seule critique, indirecte, faite aux bolcheviks dans “ *La Révolution mondiale* ” soit dirigée contre le mot d’ordre du “ droit des peuples à disposer d’eux-mêmes ”. Celui-ci, selon Gorter, qui reste bien en deçà des positions de Pannekoek et Rosa Luxemburg qui refusent le cadre de la “ nation ”, “ ne peut être garanti que par le socialisme; il ne peut être introduit qu’avec le socialisme, ou qu’après son établissement ” (101). Il est vrai que Gorter - qui est pour l’indépendance des Indes néerlandaises et soutient donc le mot d’ordre du SDP - fait une distinction explicite entre occident, où seule la révolution est à l’ordre du jour, et Orient, où l’indépendance des colonies et semi-colonies doit être revendiquée :

“ En traitant de ce droit, il faut bien distinguer entre Europe occidentale et orientale, entre les Etats asiatiques et les colonies. ” (102)

Lénine pouvait à juste titre souligner l’inconséquence de la position de Gorter, qui apparaissait moins comme une divergence de principe que comme une question tactique à examiner suivant les zones géo-historiques (103).

Cette brochure eut en tout cas un écho considérable tant aux Pays-Bas que dans maints pays, où sa traduction fut immédiate.

6. L'ANNEE 1918. ENTRE REVOLUTION ET OPPORTUNISME. - LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE HOLLANDAIS

L'année 1918 est une année décisive pour le mouvement révolutionnaire hollandais. La minorité du SDP, constituée de différentes fractions, devient une opposition structurée contre l'opportunisme de la direction Wijnkoop-Van Ravesteyn. Cette opposition se développe numériquement au rythme de la croissance du SDP, qui se proclame en novembre Parti communiste, au moment où la révolution frappe aux portes des Pays-Bas.

a) L'offensive de la minorité dans le SDP : entre la fraction et l'opposition

Au printemps 1918, le SDP connaît une crise sans précédent en son sein. La minorité est directement menacée d'écrasement par la direction autoritaire de Wijnkoop. Celui-ci fait suspendre - phénomène inouï dans l'histoire du SDP - la section de La Haye, l'une des plus combattives dans l'opposition à Wijnkoop. Cette suspension venait après plusieurs exclusions individuelles de militants de l'opposition (104). Ces mesures, en contradiction avec la démocratie ouvrière, faisaient apparaître la direction comme de dignes émules de Troelstra.

L'opposition ne tarda pas à se regrouper, lors d'une réunion commune tenue le 26 mai 1918. Elle était composée de groupes qui jusqu'ici avaient réagi de façon dispersée à l'opportunisme dans le SDP :

- l'Union de propagande Gauche de Zimmerwald, d'Amsterdam, dirigée par Van Reesema, qui œuvrait pour le rattachement du parti à la Gauche bolchevik;
- le groupe de Luteraan, à Amsterdam, en relation étroite avec Gorter ;
- le groupe de Rotterdam;

- la section de La Haye.

L'opposition représentait un tiers des militants du parti. Elle se dota d'un organe bimensuel, *De Internationale*, dès juin. Une commission de rédaction était mise en place. La commission de presse, qui se réunissait tous les trois mois et était composée des représentants des 4 groupes (105), formait dans les faits un organe exécutif. Cette opposition était bien près de former une fraction à l'intérieur du SDP, avec son journal et sa commission. Il lui manquait, cependant, une plate-forme clairement établie, faute d'homogénéité. Elle souffrait aussi cruellement de l'absence de Gorter, qui de Suisse ne contribuait aux dégâts que sous forme d'articles, dont la parution était d'ailleurs soumise à la mauvaise volonté de la rédaction de *De Tribune*, entièrement contrôlée par Wijnkoop et Van Ravesteyn. (106).

La cause de ce regroupement des oppositions était l'hostilité croissante à la politique du parti, de plus en plus tournée vers les élections. Celles-ci, qui s'étaient déroulées, le 3 juillet, avaient été un véritable succès pour le SDP. Pour la première fois, il siégeait au Parlement : Wijnkoop et van Ravesteyn devenaient députés. Cela avait été rendu possible par une alliance avec le petit parti socialiste (S.P.), sorti du SDAP en 1917. Celui-ci, dirigé par un chef du NAS - Kolthek (107) - était ouvertement pro-Entente. Avec les chrétiens-sociaux, autre composante de ce " front uni " électoral, il obtenait un siège à l'Assemblée.

L'opposition, par suite de cette alliance, qu'elle dénonçait comme une "union monstrueuse" avec les éléments syndicalistes pro-Entente, souligna que le succès électoral était un succès démagogique. Les voix glanées chez les militants syndicalistes du NAS l'avaient été par une campagne qui apparaissait comme un soutien à la politique des USA. Alors que les Etats-Unis retenaient dans ses ports la flotte de commerce hollandaise, pour les utiliser dans la guerre contre l'Allemagne, en échange de denrées alimentaires pour les Pays-Bas, Wijnkoop affirmait que tous les moyens étaient

bons pour obtenir des USA ces denrées. Une telle politique fut vivement dénoncée par Gorter et la section de Bussum, mais beaucoup plus tard, en novembre (108). Avec Gorter, l'opposition voyait de plus en plus en Wijnkoop un nouveau Troelstra, dont l'amour pour la révolution russe était purement platonique ” et la politique purement parlementaire (109)

L'approche de la fin de la guerre, avec les événements révolutionnaires qui l'accompagnèrent, plaça au second plan la lutte de l'opposition contre la politique pro-Entente de Wijnkoop. De plus en plus elle souligna (110) le danger d'une politique parlementaire. Elle combattit avec force le syndicalisme-révolutionnaire, celui du NAS, qui s'était mis à travailler avec le syndicat réformiste NVV, soumis au parti de Troelstra. En germe, se trouve la politique antiparlementaire et antisyndicale de la future Gauche communiste hollandaise. Cette politique signifiait une rupture avec l'ancien “tribunisme”.

b) La révolution avortée de novembre 1918

C'est un parti en pleine croissance numérique, mais menacé d'éclatement, qui subit l'épreuve du feu des événements révolutionnaires de novembre.

Ce sont les événements en Allemagne, où le gouvernement est tombé fin octobre, qui créent une véritable atmosphère révolutionnaire aux Pays-Bas. De véritables mutineries éclatent dans les camps militaires les 25 et 26 octobre 1918. Elles succèdent à une agitation ouvrière permanente contre la faim, durant les mois de septembre et octobre, à Amsterdam et Rotterdam.

Il est symptomatique de voir la social-démocratie officielle de Troelstra se radicaliser. Au grand étonnement des autres chefs du SDAP, le dirigeant du parti tient des discours enflammés pour la révolution, pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Il proclame, à la stupéfaction de la bourgeoisie hollandaise, qu'il était son adversaire irréductible

“ Ne sentez-vous pas peu à peu avec les événements que vous êtes assis sur un volcan... L'époque du système gouvernemental bourgeois est révolu. A présent, la classe ouvrière, la nouvelle force montante, doit vous prier de lui laisser la place et une place qu'il revient de lui remettre. Nous ne sommes pas vos amis, nous sommes vos adversaires, nous sommes, pour ainsi dire (sic), vos ennemis les plus résolus. ” (111)

Troelstra, un “révolutionnaire” de la dernière heure ? Il tenait en fait un double langage. Dans le secret d'une réunion des instances du SDAP, tenue le 2 novembre - soit trois jours avant cette déclaration enflammée à la chambre des députés - Troelstra avouait crûment que sa tactique était de devancer l'action des révolutionnaires, encouragés par la révolution en Allemagne :

“Dans ces circonstances les contrastes s'accroîtront dans la classe ouvrière et une partie croissante de celle-ci se placera sous la direction d'éléments irresponsables. ” (112)

Jugeant la révolution inévitable et pour neutraliser un éventuel “ spartakisme ” hollandais, Troelstra proposait d'adopter la même tactique que la social-démocratie allemande dans les conseils ouvriers en prendre la direction pour mieux les détruire :

“ Nous n'appelons pas maintenant la révolution, mais la révolution nous appelle ... Ce qui s'est passé dans les pays qui font l'épreuve d'une révolution me fait dire nous devons dès qu'elle arrive jusque là en prendre la direction. ” (113).

La tactique adoptée fut d'appeler à la formation de conseils ouvriers et de soldats, le 10 novembre, si l'exemple allemand devait gagner la Hollande. “ Wijnkoop ne doit pas être le premier ”, affirmait

Oudegeest, un des chefs du SDAP.

Mais le SDP fut le premier à appeler à la formation de conseils de soldats et à la grève, dès le 10 novembre. Il se prononçait pour l'armement des ouvriers et la formation d'un gouvernement populaire sur la base des conseils. Il exigeait aussi une "démobilisation immédiate" des appelés, mot d'ordre ambigu, puisque sa conséquence était le désarmement des soldats, et donc des ouvriers si les soldats leur "donnaient" leurs armes.

C'est ce mot d'ordre que reprit le SDAP, dans cette intention. A cela, il ajoutait le programme de la social-démocratie allemande, pour désamorcer les revendications révolutionnaires : socialisation de l'industrie, assurance chômage complète et travail de 8 heures.

Mais les événements montrèrent que la situation aux Pays-Bas était loin d'être mûre pour la révolution. Il y eut bien le 13 novembre un début de fraternisation entre ouvriers et soldats d'Amsterdam ; mais le lendemain, la manifestation se heurta aux hussards qui tirèrent sur la foule, laissant plusieurs morts sur le pavé. L'appel à la grève lancé par le SDP pour le lendemain, en protestation contre la répression, resta sans écho chez les ouvriers d'Amsterdam. La révolution était bien écrasée avant d'avoir pu pleinement se développer. L'appel à former des conseils ne rencontra qu'un succès limité; seuls quelques groupes de soldats, dans des lieux isolés de la capitale - à Alkmaar et en Frise - se constituèrent en conseils. Une constitution sans lendemain. De façon habile, le gouvernement néerlandais démobilisa le 13 novembre les soldats et augmenta les rations alimentaires de la population.

Si la situation n'était pas mûre pour une révolution, on doit constater que l'action du SDAP a été décisive pour empêcher tout mouvement de grève en novembre. Plus de 20 ans après, Vliegen, dirigeant du SDAP, l'avouait sans ambages

“ Les révolutionnaires n’ont pas accusé en vain le SDAP d’avoir en 1918 étranglé le mouvement de grève, car la social-démocratie l’a alors consciemment freiné. ” (114)

Mais, à côté de la politique du SDAP pour empêcher la révolution, celle pratiquée par les syndicalistes du NAS et par le RSC - auquel adhérait le SDP - ne fut pas sans provoquer un désarroi dans les masses ouvrières. En effet, au cours des événements de novembre, le NAS entreprit de se rapprocher du SDAP et du NVV afin d’établir un éventuel programme d’action commune. Cette politique de “ front uni ” avant la lettre, vivement critiquée dans les assemblées du RSC, donnait l’impression que le RSC, auquel adhérait le NAS, et le SDAP se situaient sur le même terrain. La politique de sabotage du mouvement de grève n’était pas mise à nu. D’autre part, la direction du SDP n’émit aucune critique véritable du syndicalisme révolutionnaire; elle estima, lors du congrès de Leiden tenu les 16 et 17 novembre, que “ le NAS avait agi correctement ” pendant la semaine révolutionnaire du 11 au 16 septembre (115)

c) La fondation du Parti communiste en Hollande

Le congrès de Leiden voyait naître le parti communiste hollandaise Le SDP fut le quatrième parti socialiste, après les partis russe, finlandais et autrichien, à avoir abandonné l’étiquette “ social-démocrate ”. (116) Il se formait avant même le parti communiste allemand.

Petit parti, le CPN était en pleine croissance : plus de 1.000 membres au moment du congrès; chiffre qui doubla en l’espace d’un an.

Cette transformation ne mit pas fin à la politique autoritaire et manœuvrière de Wijnkoop. Trois semaines avant le congrès, lui et Ceton, par un avis paru dans *De Tribune*, s’étaient autoproclamés

respectivement président et secrétaire du parti. Tous deux, en anticipant, les résultats du congrès, donnaient un curieux exemple de démocratie (117).

Cependant, le nouveau parti demeurait le seul pôle révolutionnaire aux Pays-Bas. Ce fait explique que le résultat du congrès de fondation fut la désagrégation de l'opposition. *De Internationale*, organe de l'opposition cessait de paraître en janvier 1919. La démission des 26 membres de la section de La Haye en décembre 1918 qui refusaient de devenir membres du CPN apparaissait irresponsable. Sa transformation en groupe de " Communistes internationaux " pour se rattacher aux spartakistes et aux bolcheviks (118), sur une base antiparlementaire et de solidarité avec la révolution russe, fut sans lendemain. Ses membres, pour la plupart, ne tardèrent pas à regagner le parti. Le groupe Gauche de Zimmerwald, au sein du parti, ne tarda pas à se dissoudre lui aussi. Seule restait l'opposition " gortérienne " d'Amsterdam autour de Barend Luteraan. C'est ce groupe qui maintint la continuité avec l'ancienne opposition, en faisant paraître son propre organe, dès l'été 1919 : *De Rode Vaan* (" Le Drapeau rouge ")

Gorter ne fut nullement un fondateur du parti communiste hollandais, il fut absent du congrès, En Suisse où il était en contact avec le bolchevik Berzin, il s'était de plus en plus détaché du mouvement hollandais, pour se consacrer entièrement au mouvement communiste international, Lorsque les bolcheviks russes furent chassés de Suisse par le gouvernement helvétique, Gorter quitta ce pays en novembre 1918. La révolution commençait en Allemagne, Il resta jusqu'au 4 décembre à Berlin, où il entra en contact avec les chefs spartakistes, Rosa Luxemburg et Liebknecht (119). Puis il rentra aux Pays-Bas, pour mener la lutte contre la direction de Wijnkoop. Mais il refusait, malgré la demande pressante de Luteraan, de prendre la tête de l'opposition dans le CPH. La direction d'une opposition était pour lui " aussi bonne qu'impossible ", en raison de la dégradation de son état de santé.

Il ne s'agissait pas de sa part d'un refus de toute activité politique. S'il abandonnait quelques mois

plus tard toute activité au sein du CPH, il se consacrait entièrement au travail dans et pour le mouvement communiste allemand. Il devenait de fait un des principaux responsables et théoriciens de l'opposition qui allait former le KAPD en avril 1920. Son activité se déployait totalement dans l'Internationale communiste, dans l'opposition.

Pannekoek, à la différence de Gorter, se rattacha beaucoup plus au travail politique au sein du CPH. Dans la revue *De Nieuwe Tijd*, il fit connaître et défendit inlassablement les positions du KAPD. Il resta dans l'opposition du CPH mais sans jouer un rôle majeur au niveau organisationnel jusqu'à la fin de l'année 1921, et démissionna du parti. Le poids de Pannekoek ne put se faire sentir dans le CPH, pour la raison majeure qu'il ne fut jamais présent à ses congrès.

Ainsi, les têtes théoriques du "tribunisme" se détachaient du CPH. Elles formaient l'Ecole hollandaise du marxisme, dont le destin était lié désormais théoriquement et organisationnellement à celui du KAPD en Allemagne, et cela jusqu'au début des années trente. Le KAPD, étroitement rattaché à l'Ecole marxiste hollandaise devenait le centre du communisme de gauche international, sur le terrain pratique de la révolution et de l'organisation. Quant au CPH, son histoire devint de plus en plus celle d'une section "orthodoxe" du Komintern.

NOTES

(1) Cf. Henriëtte ROLAND HOLST : *Kapitaal en Arbeid in Nederland*, Rotterdam 1932; p. 117-168 (deuxième partie).

(2) Cf. Jacques de KADT, *Uit mijn communistentijd*, Amsterdam, 1965, p. 43. Cf. aussi J. ROJAHN, "Um die Erneuerung der Internationale. - Rosa Luxemburg contra Pieter Jelles Troelstra", *International Review of Social History*, XXX, 1985, p. 24.

(3) A.J. KOEJEMANS, *David Wijkooop, een mens in de strijd voor het socialisme*, Amsterdam, 1967, p.

141.

(4) Sam DE WOLFF (1878-1960), *Voor het land van belofte*, Nijmegen, 1978, décrit l'état du SDAP à la veille de la guerre. Vliegen suggéra - *Het Volk* du 5 août 1914, "Hollands positie" - une entrée en guerre au côté de l'Entente. Pour ranger le SDAP dans une "semineutralité", Troelstra prit en main la direction de *Het Volk*.

(5) Abraham SOEP (1874-1958), ouvrier diamantaire, puis éditeur socialiste, fit partie du RSV en 1915-1916; membre du CPH, puis en Belgique, fondateur du PC belge; en contact avec les communistes de conseils hollandais et *Bilan*, dans les années 30.

(6) ROJAHN, op. cit., p. 41-51. Il s'agissait pour le SDAP "de faire en sorte qu'après la guerre l'internationale reste debout avec toutes ses sections et toute sa puissance." Donc éviter la scission.

(7) J. E. BURGER, *Linkse frontforming samenverking van revolutionaire socialisten (1914-1918)*, Amsterdam, 1983, "Van Gennep", p. 20.

(8) Rudolf DE JONG, "Le mouvement libertaire aux Pays-Bas", *Le Mouvement social*, n° 83, avril-juin 1973, p. 167-180.

(9) Du courant syndicaliste-révolutionnaire hollandais, seul Christian Cornelissen choisit ouvertement d'appuyer l'Entente. Il signa à Paris, avec Kropotkine, "le prince des tranchées", le *Manifeste des 16*, manifeste de divers anarchistes engagés dans le camp français. Cela fut vivement condamné par l'Italien Malatesta.

(10) cf. BURGER, op. cit., p. 18.

(11) A partir de 1916, des voix s'élevèrent dans le SDP contre le danger que le mouvement anarchiste et syndicaliste fait courir au SDP. L'opposition de gauche du SDP qualifiée plus tard de "syndicaliste" et d'"anarchiste" se forma contre le courant syndicaliste.

(12) DE LIAGRE BÖHL, *Herman Gorter; zijn politieke activiteiten van 1909 tot 1920 in de opkomende kommunistische beweging in Nederland*, Nijmegen, 1973, p. 146. L'"armement populaire" chez Ravesteyn avait déjà une finalité anti-allemande. Dans *De Tribune* du 18 novembre 1914, il exprimait sa joie devant la défaite de l'armée allemande à la bataille de la Marne.

(13) Dans la brochure de Junius, *La Crise de la social-démocratie*, Rosa Luxemburg reproche au groupe parlementaire social-démocrate d'avoir " laissé la patrie sans défense à l'heure du plus grand danger. Car son premier devoir envers la patrie était à ce moment de " montrer les dessous véritables de cette guerre impérialiste, de rompre le réseau de mensonges patriotiques et diplomatiques qui camouflait cet attentat à la patrie." (" Editions La Taupe", Bruxelles, 1970), Lénine pouvait alors reprocher à Junius d'être " tombé dans une erreur fort étrange, en voulant à tout prix accommoder un programme national à la guerre actuelle qui n'est pas nationale," (LENINE, " A propos de la brochure de Junius ", octobre 1916, in " *Contre le courant*", Maspéro, 1970, tome II, p. 154-166.)

(14) *Les Thèses sur les tâches de la social-démocratie*, en appendice de la brochure, définissent la guerre mondiale comme impérialiste. Luxemburg souligne la différence avec les " guerres nationales du XIXe siècle. Toute guerre est impérialiste : " A l'époque de cet impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme." (idem, p. 220),

(15) Les socialistes serbes, bulgares et roumains se prononcèrent contre la guerre, bien qu'appartenant à une petite nation. Cf. J. HUMBERT-DROZ, *L'origine de l'Internationale communiste*, Neuchâtel, 1968, p. 64-67.

(16) La Résolution de Gorter fut adoptée à une écrasante majorité : 432 voix contre 26. Cf. DE LIAGRE BÖHL, *op. cit.*, p. 142.

(17) *De Tribune*, 17 juillet 1915, p. 3, colonne 1.

(18) Ibidem. Cité par DE LIAGRE BÖHL, *op. cit.*, p. 142.

(19) PANNEKOEK, "De strijd tegen het militarisme", *De Tribune*, 19 juin 1915.

(20) "De sociaal-democratie en de oorlog", *De Nieuwe Tijd*, février 1915, p. 137-151.

(21) La brochure connut quatre tirages en néerlandais pendant la guerre. Lénine s'attela fiévreusement à sa lecture avec l'aide d'un dictionnaire allemand-hollandais. Il exprima, enthousiaste, ses " félicitations cordiales " à Gorter dans une lettre à Wijnkoop, du 12 mars 1915. (Cité par DE

LIAGRE BÖHL, *op. cit.*, p. 133.)

(22) DE WOLFF, *op. cit.*, p. 143.

(23) A. PANNEKOEK, "De ineenstorting van de Internationale", *De Nieuwe Tijd*, octobre 1914, p. 677-688.

(24) Gorter définit, comme Lénine, de façon phénoménologique l'impérialisme. Il n'est pas lié, comme l'affirmera Rosa Luxemburg, à la saturation du marché mondial, mais à la mainmise des trusts, banques, monopoles industriels et financiers sur l'économie mondiale. Sur le plan de la théorie économique, la Gauche hollandaise s'est toujours débarquée des analyses de Luxemburg. Pannekoek, en 1913, fut l'un des critiques les plus durs du livre de Rosa : "L'accumulation du capital", paru la même année.

(25) Dans sa critique de Junius, Lénine, à la question de savoir si toute "lutte de libération nationale" s'insère nécessairement dans les conflits entre grandes puissances impérialistes répond de façon évasive : "Ces guerres peuvent conduire à une guerre impérialiste des 'grandes' puissances impérialistes d'aujourd'hui, mais elles peuvent aussi ne pas y conduire, cela dépend de bien des circonstances." (*œuvres*, t. 22, p. 228-343.)

(26) Traduit d'après l'édition italienne : *L'imperialismo, la guerra mondiale e la socialdemocrazia*, Milano, 1920, p. 10.

(27) idem, p. 47.

(28) idem, p. 42.

(29) idem, p. 53.

(30) idem, p. 29.

(31) idem p. 115.

(32) A. PANNEKOEK, *De Sociaal-Democratie en de oorlog*, p. 69-84.

(33) Gorter, comme Lénine d'ailleurs, distingue soigneusement entre les chefs qui ont trahi l'internationalisme et les masses qui subissent le nationalisme de façon passive, lequel n'est rattaché qu'à "un instinct d'autoconservation" primaire (idem, p. 63). Roland Holst, par contre, dans sa

brochure *Het socialistisch proletariaat en de vrede* (décembre 1914), essayait de montrer que ce n'était pas la trahison de la direction des partis social-démocrates, qui était en cause, mais l'existence du "facteur national", qui avait submergé l'internationalisme en 1914. Elle en concluait - à la différence de Gorter - qu'il " (n'était) pas vrai que la guerre actuelle dans son essence et ses manifestations ne soit rien d'autre qu'une lutte entre quelques groupes super-capitalistes pour l'hégémonie financière et économique " (p. 13). Elle ne parlait pas de trahison de la social-démocratie, et invitait celle-ci à "tenir compte du sentiment national, comme une idéologie vivante et fortement coriace, qui n'est pas révolue mais s'enracine aussi dans le présent " (p. 12). Ce point de vue était typiquement, encore chez elle, " kautskyste ". Elle se prononçait pour la " liberté " et pour la " paix " .

(34) Idem, p. 72.

(35) C'est ce que Robert MICHELS a tendance à faire dans son livre paru à Leipzig en 1911: *Zur soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie* (éd. française *Les partis politiques*, Flammarion, 1971). Pannekoek eut une correspondance avec lui en 1905, qui se termina rapidement. Cf. C. MALANDRINO, " Lettere di A. Pannekoek a Roberto Michels (1905) ", in *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, Torino, XIX, 1985, p. 467- 492.

(36) Ainsi *Bilan*, revue de la fraction italienne, dans les années 30.

(37) GORTER, *op. cit.*, p. 127.

(38) idem, p. 22.

(39) idem, p. 151.

(40) H. ROLAND-HOLST, *Het socialistisch proletariaat en de vrede*, *op. cit.*

(41) cf. HUMBERT-DROZ, *op. cit.*; H. LADEMACHER, *Die Zimmerwalder Bewegung, Protokolle und Korrespondenz*, t. I et II, Paris-La Haye, Mouton, 1967.

(42) *Jugend Internationale*, n° 1, premier septembre 1915.

(43) *De Tribune*, 17 juillet 1915. Le RSV publiait le mensuel *De Internationale*. C'est sous le nom de groupe " *De Internationale* ", que le RSV fut représenté par Roland Holst à Zimmerwald. Sneevliet,

quitta le SDAP pour s'intégrer dans le RSV en mars 1916, puis dans le SDP, en Indonésie. En 1912, il avait déjà quitté le SDAP, pour le SDP. Un an plus tard, il réintégra le SDAP, et partait en Indonésie.

(44) Lettre de Lénine, citée p. 33-34, in WIESSING, *Die holländische Schule des Marxismus*, VSA Verlag, Hamburg, 1980.

(45) Après Zimmerwald, Lénine adoucit le ton à l'égard de Roland Holst : " La Hollande n'était représentée que par la camarade Roland Host qui occupe dans son pays une position médiane entre les marxistes (*De Tribune*, Gorter, Pannekoek) et les opportunistes." (*Contre le courant*, tome II, p. 15, fac-similé Maspéro, Paris, 1970.)

(46) Lettre de Gorter, citée par WIESSING, *op. cit.*, p. 34. Cette lettre, comme beaucoup d'autres de Gorter, se trouve au ZPA de l'Institut de marxisme-léninisme à Moscou. (Dénomination officielle jusqu'à l'éclatement de l'URSS.). Wiessing a pu y avoir accès dans les années 1970. Des lettres d'une correspondance avec Lénine ont été publiées en néerlandais : Garnt STUIVELING, " Gorters brieven aan Lenin ", in ouvrage collectif : " *Willens en wetens* ", Querido, Amsterdam, 1967, p. 114-138. Aujourd'hui toutes ces archives sont accessibles à l'IISG d'Amsterdam.

(47) Cf. Gerd HARMSEN, *Blauwe en rode jeugd*, SUN, Assen, 1961. La conférence de Berne prit une orientation très à gauche. Ce qu'on appela l'Internationale des jeunes publia dans son organe *Jugend-Internationale* les contributions du marxisme de gauche.

(48) Cf. témoignage de Luteraan, interviewé par Igor Cornelissen, en 1964 : " Lenin vroeg : hoe gaat het met Gorter? " ("Lénine me demanda : comment va Gorter?"), *Vrij Nederland*, Amsterdam, 28 novembre 1964.

(49) Lettre écrite en juin ou juillet 1915, in LENIN " *Briefe* ", Band IV, Berlin, 1967, p. 80.

(50) *Die Zimmerwalder Bewegung*, tome II, p. 103.

(51) *De Tribune*, 25 septembre 1915.

(52) LENINE-ZINOVIEV : *Contre le courant*, tome second, p. 10, reprint Maspéro, Paris, 1970.

(53) Il est symptomatique que tous les militants de la gauche du SDP se soient prononcés pour le

mouvement de Zimmerwald. Le refus de s'engager dans un regroupement international des révolutionnaires venait de la "droite", autour de Van Ravestejn et Wijnkoop, qui manifestait une attitude très sectaire.

(54) Lettre de Wijnkoop à Van Ravestejn, 21 sept. 1915, citée par DE LIAGRE BÖHL, *op. cit.*, p. 138.

(55) Cité par WIESSING, *op. cit.*, p. 39.

(56) LADEMACHER, *op. cit.*, t. II, p. 226-228.

(57) *Nache Slovo*, 27-31 octobre 1915.

(58) Cf. BURGER, *op. cit.*, p. 42-44.

(59) Le SDP ne participa, cependant, ni à la conférence de Kienthal ni à celle de Stockholm. Pour Kienthal, la déléguée du SDP se vit refuser un passeport par le gouvernement hollandais. C'était de nouveau Roland Holst désignée par le parti.

(60) Cf. BURGER, *op. cit.*, p. 51-53.

(61) Cité par VAN RAVESTEYN, *De wording van het communisme in Nederland (1907-1925)*, Amsterdam, 1948, p. 149.

(62) Elle n'eut que deux numéros. Radek en Suisse en avait la direction effective. L'éditorial du n° 1 était signé par Pannekoek.

(63) J.E. BURGER, *op. cit.*, p. 62-75.

(64) Les courants syndicalistes, représentés par les fédérations d'employés et de marins avaient peur en fait de l'emprise croissante du SDP au sein du SAV.

(65) Son organe était *De vrije socialist*. A côté existait un autre groupe anarchiste, composé de membres du NAS : la Fédération de socialistes révolutionnaires (FRS), créée en décembre 1915, laquelle souhaitait mettre le NAS totalement dans l'orbite libertaire.

(66) Le BVCS avait été créé en 1910 par Bart De Ligt (1883-1938). Celui-ci, théologien, était prédicateur de 1910 à 1915. En 1915, il est emprisonné pour propagande pacifiste, En 1916, il rompit avec l'Eglise, Il quitta le BVCS en 1919, restant antimilitariste.

(67) Le SP était dirigé par Harm Kolthek (1872-1946), métallo, rédacteur du *De Wapens neder*,

secrétaire du NAS (1907-1913).

(68) Barend Luteraan (1878-1970), employé, ami de Gorter et fondateur du KAPN en 1921. Il était la bête noire de Van Ravesteyn. Il était peu apprécié de Pannekoek qui voyait en lui un 'noceur'. (cf. *Herinneringen*, Amsterdam, 1982, p. 190.)

(69) La Gauche communiste italienne était convaincue que la révolution surgirait en Allemagne en 1945.

(70) *De Tribune*, 25 nov. 1914. Cf. DE LIAGRE BÖHL, *op. cit.*, p.146-147.

(71) Van Ravesteyn avoue dans son autobiographie - non publiée - *De roman van min leven* ("Le roman de ma vie") que son attitude a été constamment anti-allemande dès le départ. Par contre, dans son livre sur " Le développement du communisme aux Pays-Bas "; il le nie.

(72) *De Tribune*, 29 mai 1916.

(73) *De Tribune*, 21 mai 1917; cité par DE LIAGRE BÖHL, p. 150.

(74) Gorter avait perdu sa femme, ce qui l'avait rendu dépressif. D'autre part, sa maladie l'affaiblissait; il était dans l'impossibilité de parler dans les meetings ouvriers. Il est certain aussi que son retour à la poésie - il publie son grand poème *Pan* en 1917 - l'a presque complètement absorbé.

(75) Dans son livre publié en 1948, déjà cité, Van Ravesteyn ne se prive pas de définir calomnieusement l'opposition de Gorter et Luteraan comme pro-allemande; *op. cit.*, p. 161.

(76) Article de Van Reesema, *De Tribune*, 21 mai 1917.

(77) Lettre reproduite dans *Kontrast* 5, p. 5. Comme bien d'autres lettres de Gorter à Wijnkoop, elle se trouve dans les archives Wijnkoop à Moscou (copie à l'IISG d'Amsterdam).

(78) J.E. BURGER, *op. cit.*, p. 76-96, pour les événements de 1917.

(79) Le mouvement dura du 2 au 6 juillet. Le maire et Wibaut interdirent toute manifestation ouvrière. *De Tribune* mena campagne contre eux, contre B et W - c'est-à-dire " Burgemeester en Wibaut " (cf. BURGER, *op. cit.*, p. 86.)

(80) F. M. Wibaut (1859-1936) adhéra en 1897 au SDAP. Il devint membre du conseil municipal d'Amsterdam de 1907 à 1931, échevin de 1914 à 1931. W.H. Vliegen (1862-1947) était l'un des

fondeurs du SDAP en 1894.

(81) *Het Volk*, 10 juillet 1917. Cité par BURGER, *op. cit.*, p. 91.

(82) Plus tard, Troelstra - dans ses *Mémoires* (" *Gedenkschriften* ") parus de 1927 à 1931 - appuya cyniquement la politique de répression menée par Wibaut comme une politique de parti : " Wibaut écrivit quelques semaines plus tard dans *Het Volk* un article où il qualifiait cette violence d'inévitable, mais il faisait fortement ressortir le fait déplorable qu'une municipalité démocratique doive ainsi intervenir contre la population. Il exprima dans son article urgemment le souhait que les professionnels de la police dussent imaginer une méthode non violente pour prévenir des pillages. A mon avis, on ne peut se laisser diriger par une telle sensiblerie dans l'argumentation... Si nous social-démocrates avons conquis une importante position de force, c'est dans l'intérêt de la classe ouvrière toute entière, et par conséquent cette position de force doit être défendue par tous les moyens, violents si nécessaire. " (*Gedenkschriften*, IV, p. 72-73, Amsterdam, 1931)

(83) *De Tribune*, 23 juillet 1917.

(84) Le RSC avait lancé un pressant appel à la formation de ces conseils de soldats.

(85) De Visser, l'un des futurs dirigeants du PC, avait été arrêté.

(86) Radek prétendit en 1921 que la Gauche hollandaise n'avait jamais connu de mouvements révolutionnaires. Selon lui, la théorie des Hollandais "venait d'un pays dans lequel jusqu'à maintenant il n'y a jamais eu de mouvements de masses révolutionnaires". (*Der Weg der kommunistischen Internationale*, Hamburg, 1921, p. 19.)

(87) Ce fait est rapporté par Gorter dans sa brochure : *Het opportunisme in de Nederlandsche Communistische Partij*, Amsterdam, 1921. Une traduction de ce texte important pour l'histoire du SDP/CPN existe en français : in *La gauche communiste en Allemagne (1918-1921)* de Didier AUTHIER et Jean BARROT (Gilles DAUVE), Payot, Paris, 1976. p. 286-312.

(88) *De Tribune*, 14 juin 1917, p. 2, colonne 2.

(89) *De Nieuwe Tijd*, 1917, p. 444-445.

(90) *De Tribune*, 12 novembre 1917. La rédaction du quotidien envoya un télégramme de félicitations

à Lénine. L'attitude des anarchistes, comme Domela Nieuwenhuis, était par contre mitigée. En décembre 1917, Domela Nieuwenhuis écrivait dans *De Vrije Socialist* que le nouveau régime de Lénine ne valait pas mieux que l'ancien. Mais, en novembre 1918, il célébrait - au côté de Wijnkoop et du SDP - au cours d'une manifestation commune l'anniversaire de la Révolution russe. (Cf. *De Vrije anarchistisch maandblad*, n° 11/12, 1987, p. 27-29.)

(91) Malgré l'opposition de Lénine, qui voulait fonder immédiatement la III^e Internationale, en avril 17, les bolcheviks déléguèrent leurs représentants à la conférence de Stockholm. Celle-ci ne doit pas être confondue avec celle de partis de la II^e Internationale, qui devait se dérouler dans la même ville au même moment. Elle ne put se tenir, les "socialistes patriotes" français refusant de siéger avec les "social-patriotes" allemands.

(92) *De Tribune*, 15 décembre 1917, p. 1, colonne 4.

(93) *De Tribune*, 12 janvier 1918, " De Maximalisten en de vrede " ("Les maximalistes et la paix"). Les bolcheviks sont appelés curieusement " maximalistes " par Gorter.

(94) *De Nieuwe Tijd*, juillet 1918, p. 326-334, avec une introduction de Gorter.

(95) *De Wereldrevolutie*, Amsterdam, 1918, édité par le SDP. Traduction française : *La révolution mondiale*, Editions socialistes, Bruxelles, 1918, p. 58. Gorter idolâtre alors Lénine, qu'il transforme en mythe : " La force de son esprit et de son âme est égale à celle de Marx. Si Marx le surpasse en connaissances théoriques, en force dialectique, il surpasse Marx par ses actions... Et nous l'aimons comme nous aimons Marx. Comme chez Marx, son esprit, son âme nous inspirent immédiatement de l'amour. "

(96) Idem, p. 59.

(97) Idem, p. 76.

(98) Idem, p. 64.

(99) Idem, p. 45.

(100) Idem, p. 67.

(101) Idem, p. 24. Mais Gorter ajoute qu'il se peut que cette indépendance soit pire que la soumission

pour les nations, pour le prolétariat ". Cette position était donc bien éloignée de celle des chefs du "tribunisme", qui comme Rutgers et Sneevliet se faisaient les chantres des "lutttes de libération nationale et coloniale ".

(102) Idem, p. 24

(103) " Gorter est contre l'autodétermination de son pays, mais pour celle des Indes néerlandaises, opprimées par 'sa' nation!" (LENINE, " Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ", 1916.)

(104) Cf. *De Internationale*, organe "pour une politique ouvrière socialiste indépendante", n° 9, 12 octobre 1918 : " Verweer van afdeeling Den Haag der S.D.P. " ("Défense de la section de La Haye du SDP").

(105) *De Internationale*, n° 1, 15 juin 1918, " Ons Orgaan ". Les lignes directrices du regroupement étaient : le rattachement politique à la Gauche zimmerwaldienne; le combat contre l'Etat impérialiste néerlandais; la lutte la plus aiguë contre toutes les tendances réformistes et impérialistes parmi les syndiqués organisés dans le NAS et le NVV (syndicat du SDAP).

(106) Depuis août 1917, Wijnkoop et van Ravesteyn étaient les seuls rédacteurs du quotidien.

(107) Kolthek, qui fut élu député, était collaborateur d'un journal bourgeois *De Telegraaf*, qui avait l'orientation la plus vigoureusement pro-Entente. Avec son parti, le SP, et le BVSC, le SDP obtenait plus de 50 000 voix, dont 14 000 pour Wijnkoop à Amsterdam - soit la moitié de celles du SDAP. Les trois députés élus formèrent une " fraction parlementaire révolutionnaire " à la chambre.

(108) Cf. DE LIAGRE BÖHL, *op. cit.*, p. 213.

(109) Gorter rédigea un article (18 sept. 1918, *De Tribune*) assimilant Wijnkoop à Troelstra, publié sous le titre "Troelstra-Wijnkoop". *De Tribune*, du 26 oct. 1918 soulignait : " L'amour du comité directeur pour la révolution russe est purement platonique. En réalité toutes les puissances de son amour sont dirigées vers l'extension de la popularité et de la croissance du parti avec l'aide des secours du Parlement. "

(110) L'opposition ne rejetait pas encore le parlementarisme; elle souhaitait une discussion sérieuse

dans le mouvement ouvrier pour déterminer la tactique future : “ ...d’importants problèmes dans cette phase du mouvement ouvrier ne pouvaient s’éclaircir ... Au sujet du parlementarisme, la rédaction soutient le point de vue que chacun doit pouvoir donner son avis là dessus dans *De Internationale*. Cette question pourtant ne doit pas encore être épuisée... La même chose vaut pour la participation ou la non-participation aux élections. ” (*De Internationale*, n° 9, 12 oct. 1918, “ Landelijke conferentie van *De Internationale* ”.) Déjà Pannekoek, en 1915 - “De Sociaaldemokratie en de oorlog”, *De Nieuwe Tijd*, p. 137-151 - condamnait le parlementarisme, devenu “ non révolutionnaire, mais il n’excluait pas qu’une “ lutte de principe bien menée au parlement puisse garder une valeur révolutionnaire ”.

(111) Cité par Sam DE WOLFF, *op. cit.*, p. 158.

(112) Cité par J.E. BURGER, *op. cit.*, p. 114.

(113) P.J. TROELSTRA, *Gedenkschriften*, IV, 1931, p. 245.

(114) W.H. VLIENEN, *Die onze kracht ontwatken deed. Geschiedenis der SDAP in Nederland gedurende de eerste 25 jaren van haar bestaan*; 2 tomes, Amsterdam, 1924.

(115) *De Tribune*, 18 novembre 1918; cité par BURGER, *op. cit.*, p. 121.

(116) Le nom officiel adopté pour désigner le nouveau parti communiste était Parti communiste de Hollande, ou CPH. Les historiens l’appellent indistinctement CP Holland (CPH) ou CP Nederland (CPN). Le changement de nom de CPH en CPN se fit pourtant tardivement. Cela fut décidé au congrès de Noël 1935, pour “ accentuer la lutte (du parti) pour l’indépendance nationale ”. Ce changement d’étiquette, en pleine période de “ front antifasciste ”, se fit donc dans un but nationaliste. Cf. *Cahiers over de geschiedenis van de Communistische Partij van Nederland*, n° 5, août 1980, “ De communistische pers tussen twee wereldoorlogen ”, p. 58. Cette revue d’histoire du PC néerlandais était éditée par l’IPSO, un institut d’histoire du parti communiste hollandais. Ce dernier s’est autodissout en 1991.

(117) *De Tribune*, 26 octobre 1918. Cité par WIESSING, *op. cit.* p. 86. La nomination anticipée était annoncée, sous forme d’avis, de la façon suivante : “ Attention ! Etant donné que Wijnkoop est le seul candidat pour le poste de président du parti, il est par là même déclaré élu à ce poste. Etant donné

que l'unique candidat pour le poste de secrétaire du parti est Ceton, il est en conséquence déclaré élu. Les candidats pour le poste de vice-président sont A. Lissér et B. Luteraan. " Luteraan, opposant de longue date, ne fut pas élu.

(118) *De Internationale* n° 14, 18 janvier 1919, " Collectief uittreden ". Ce numéro fut le dernier. Les " communistes internationaux " disparurent aussi rapidement qu'ils étaient apparus. La plupart réintégrèrent individuellement le PC.

(119) Gorter n'a pu participer aux combats de Berlin en janvier 1919, comme l'écrit Hans Manfred BOCK, dans son étude " Zur Geschichte und Theorie der Holländischen Marxistischen Schule ", in A. PANNEKOEK, H. GORTER, *Organisation und Taktik der proletarischen Revolution*, Frankfurt am Main, 1969, p. 26-27. Gorter est resté un mois, chez sa mère à Berlin, pour rentrer le 4 décembre aux Pays-Bas. Voir DE LIAGRE BÖHL, *op. cit.*, p. 210. Les discussions avec Rosa Luxemburg et Liebknecht - et peut-être Karl Schröder, futur chef du KAPD - sont attestées par Pannekoek lui-même, in *Herinneringen*, p. 191, et l'amie de Gorter Jenne Clinge Doorenbos, *Wisselend getij* (" Marée changeante "), Amsterdam, 1964, p. 41. Gorter rentra en Hollande pour préparer la sortie de sa brochure *La Révolution mondiale*.